# DÉFENSE DE L'OCCIDENT

DIRECTEUR
Maurice BARDECHE

*Dans ce numéro :*





No 30

Prix : 100 fr. Février 1956

# SOMMAIRE



DEFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 28, rue Serpente, Paris (6e). — Le numéro : 100 fr. - Belgique : 15 fr. b. Responsable à la propagande en France : Jean Lesieur, 1, rue Paul-Escudier, Paris (18e). Correspondant responsable en Belgique : Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles.

BUREAU D'ALGER : M. Dorveaux, chez M. Gilbert Munier, 3, rue de la Gaieté, Alger.

ORAN et Dépt d'Oran : M. François Le Gall, 3, rue Monseigneur-Cantel, Oran.

Abonnements : 1 an : 1.000 fr. ; 6 mois : 600 fr.
Etranger : 1 an : 1.300 fr. ; 6 mois : 700 fr.

# Défense de l'Occident

28, rue Serpente, Paris (6e)

Abonnement : 1 ans, 1.000 frs (12 numéros).
6 mois, 600 frs.

Etranger : 1 an, 1.300 frs. ; 6 mois, 700 frs.
Abonnement de propagande : 5.000 frs.
» de soutien : 3.000 frs.

Adressez tous virements à : *Les Sept Couleurs*, 35, rue Cortambert, Paris (16e), C. C. P. 218219 Paris.

*Pour l'Afrique du Nord :*

Notez l'adresse de nos correspondants :

*Alger :* M. Dorveaux, chez M. Munier, 3, rue de la Gaieté, Alger.

*Oran :* M. Le Gall, 3, rue Monseigneur-Cantel, Oran.

## *Les idées et les faits*



# Le régime dérape

Avant tout commentaire, rappelons à nos lecteurs, ou au besoin, informons-les que les exigences d'impression d'une revue pauvre, tirée en province, nous obligent à rédiger dans la première semaine du mois des réflexions politiques qui ne pourront paraître qu'à la fin du même mois. Dans une situation appelée à se développer par coups de théâtre comme celle dans laquelle nous entrons, notre analyse devra donc rester très générale et même dans ces conditions, il est toujours possible qu'elle soit dépassée par un brusque accident de l'actualité. Mais quelle que soit l'actualité, les lignes générales de notre analyse devront rester valables si elles sont justes et c'est en cela que cette revue peut avoir son utilité.

Les élections du 2 janvier terminent une période de l'histoire de notre pays et elles en ouvrent une autre qui risque d'être parfois dramatique. Une partie importante de l'opinion a enfin pris conscience du caractère frelaté du régime qui pèse sur nous depuis 1944 et elle a déclaré la guerre aux privilégiés. Que cette protestation ait pris la forme d'un vote mécanique en faveur du communisme, notion dénuée de sens pour la plupart de ses adhérents, ou d'un vote positif en faveur du poujadisme au contenu également vague, il s'agit dans les deux cas d'un refus du régime tel qu'il fonctionne en ce moment. Sept millions de Français sur 25 refusent leur confiance aux institutions actuelles, voilà le sens fondamental du vote du 2 janvier.

La carte parlementaire qui ressort de ces élections est évidemment catastrophique, comme disent les médecins, mais qui pouvait penser que l'agonie du régime

offrirait un autre tableau ? L'impuissance *et le bluff* sont inscrits dans cette étroite majorité de gouvernement. L'impuissance, c'est évident. Il était clair, depuis un mois, que les gouvernementaux se ménageaient entre eux, dans la conviction qu'il allait falloir transiger pour l'exercice du pouvoir. Les chiffres les condamnent aujourd'hui non seulement à transiger, mais à collaborer. Mais les différences d'opinion sont telles qu'ils ne pourront collaborer que dans le compromis, c'est-à-dire dans l'inaction. D'où l'importance *du bluff* qui va primer cette législation laquelle risque d'être courte. Chaque leader gouvernemental ne manquera pas de mettre en relief l'impossibilité de l'immobilisme et il se présentera comme la *dernière chance des institutions républicaines* : état d'urgence au nom duquel il demandera une sorte de dictature de salut public pour la défense des institutions.

Cette analyse nous permet de présumer quelle va être la tactique des privilégiés contre la motion de défiance de l'opinion. Ils vont rechercher l'homme fort, les méthodes de police, et surtout, avant tout, la délégation de pouvoirs, seule solution technique capable d'éviter les pressions continuelles des associés et de limiter au minimum le rôle laissé à une assemblée ingouvernable. Nous allons très vraisemblablement à un régime autoritaire de pleins pouvoirs dont le bénéficiaire sera désigné après la période de long et difficile chantage de l'investiture et il semble que Mendès ait bien des chances de l'emporter, sinon au début, du moins après un certain temps dans cette foire d'empoigne, à la fois à cause de son caractère plus entier, plus décidé, mieux doué pour le chantage et aussi parce qu'il a la confiance de ceux qui, dans les coulisses, veulent étouffer la volonté populaire soulevée contre leurs privilèges.

En face de cela que peut l'opposition anti-régime, sortie soudainement du sol ? Et d'abord, qu'est-ce que cette opposition ?

Pierre Poujade a l'immense avantage de n'être rien d'autre que *l'homme de la rue*. Pas de passé politique. Pas d'embrigadements d'un côté ou de l'autre des deux camps de la guerre civile. Pas d'idée préconçue, autre avantage énorme. Poujade n'est ni un système, ni un programme, il est un mot « ça suffit comme ça ! ».

Cette position élémentaire qui est regardée par certains comme une faiblesse, est en réalité toute sa force. Pierre Poujade personnifie le mécontentement français, précisément parce qu'il est le mécontent sans arrière-pensées. Les calculs qu'on peut prêter à tout homme politique bénéficiaire du régime ou persécuté par lui lui sont étrangers. Il ne demandait pas mieux que de trouver belle la France de la libération. Elle l'a dégoûté parce qu'il y a vu un gang et un système de corruption. Ce que la persécution et une certaine culture politique nous ont fait découvrir à nous, c'est l'instinct seul qui le lui a appris. C'est par cet instinct qu'il est une force précieuse qu'il faut laisser s'exercer librement.

A l'égard d'une partie de l'opinion disposée à l'accueillir favorablement, le handicap du Poujadisme est son origine professionnelle. En gros, l'opinion est assez disposée à appuyer les commerçants contre les polyvalents. En fait, ce n'est pas pour cela que Poujade a eu 2 millions de voix. La bataille du commerçant contre le fisc intéresse le quart des troupes de Poujade, celles qui ont été à l'origine de son mouvement et qui lui ont permis d'en faire une force réelle. Mais c'est la bataille de Poujade contre le régime qui intéresse ses 2 millions d'électeurs. C'est une transformation que Poujade a fort bien sentie, puisqu'il a donné comme but immédiat à son action, non plus seulement la refonte de la fiscalité, mais les Etats Généraux.

C'est justement cette dernière revendication, en général mal comprise, qui donne sa véritable couleur politique au poujadisme. On accuse Poujade d'être « fasciste ». C'est absolument faux : ni par ses méthodes, ni par ses objectifs, ni par son tempérament, Poujade n'est « fasciste ». Poujade est un jacobin, son vocabulaire politique, sa truculence verbale, la violence même de ses troupes, ce sont celles des clubs.

Ce n'est pas du tout la République qu'il a envie de démolir. La République, il l'aime bien, mais il veut une République propre. Ne nous y trompons pas : Poujade c'est même un *excellent républicain*. Il proteste au nom de la volonté populaire, parce que la République est *confisquée* par les Syndicats de profiteurs, parce qu'elle a cessé d'être la République. Mais, au fond, contre les hommes du régime, c'est lui le vrai républicain. Sa réaction fondamentale, sa réaction la plus profonde est

la même que celle du petit garçon de 12 ans qui vient de lire dans son petit livre d'histoire, la prodigieuse aventure de la Convention. Par-dessus cent ans de droite ou de gauche, c'est à la France de 1792 que Poujade nous ramène, à la Montagne et aux Sections, au Faubourg Saint-Antoine, et à ses boutiquiers musclés. Il a bien raison de ne vouloir être ni à droite, ni à gauche. Ce qu'il nous ramène du fond même de notre histoire, c'est une violence primitive qui ne connaît ni la droite, ni la gauche, ni le fascisme, ni l'antifascisme, ni le socialisme, ni les conservateurs, c'est la poussée élémentaire qui a fait la France moderne.

De là l'importance fondamentale de cette idée si typiquement française, si étrangère au vocabulaire fasciste, les Etats Généraux. Mon intention ici, n'est pas d'analyser cette idée et de voir si Poujade a raison ou tort de croire aux Etats Généraux. Ce qui me paraît important, c'est de répondre à la question : Poujade a fait déraper le régime, mais pourra-t-il le jeter dans le fossé ?

La position des poujadistes devant le bloc gouvernemental risque de ressembler assez vite à ce que fut la position des gaullistes. C'est là l'écueil. Les gaullistes disaient : « Une seule solution, appelez de Gaulle ». Les poujadistes diront : « Une seule solution, les Etats Généraux ». Des questions précises se poseront, des choix devront être faits. Les 50 députés de l'opposition se contenteront-ils de hausser les épaules en répétant : « Convoquez les Etats Généraux », ou participeront-ils par leurs interventions et par leur rôle, à la conduite des affaires ?

C'est ici qu'intervient la personnalité de Poujade, assez différente, semble-t-il, de l'idée qu'on a pu s'en faire sommairement pendant la campagne électorale. Il y a chez lui de la prudence, du réalisme, de la méfiance. Il y a aussi beaucoup de bon sens. Comme homme, il est tout le contraire de l'intellectuel qu'était au fond de Gaulle, espèce de bonhomme en bois, dur d'oreille, et en tout cas tout à fait dépourvu de ce qu'on pourrait appeler, comme en musique, l'oreille politique. Brutal dans son langage, Poujade sera sans doute beaucoup plus adroit dans sa tactique. Il est l'ennemi des sortants, il est surtout l'ennemi de la corruption et de la nécrose qui paralysent le pays : ne nous y méprenons pas, il

n'est pas l'ennemi du régime en tant que tel, il ne pense même rien en réalité sur le régime lui-même, il est seulement l'adversaire des hommes qui en ont fait ce qu'il est. Je disais tout à l'heure qu'il est un bon républicain, je ne suis pas éloigné de penser qu'il pourrait même être le sauveur de la Quatrième République si toutefois celle-ci veut se laisser sauver.

On ne peut donc pas prévoir grand-chose sur la législation qui va commencer. Les pronostics pessimistes qu'on pouvait tirer de la lecture de la carte parlementaire peuvent être remis en cause si le régime accepte de voir en Poujade le réformiste qu'il est et qui, au fond, ne lui veut pas de mal. Mais si les privilégiés se réfugient dans un système de gouvernement à pleins pouvoirs et déclarent la guerre aux mécontents, ils créeront eux-mêmes l'atmosphère dramatique dans laquelle le régime peut succomber. Il y a en Poujade un girondin et un montagnard. Finalement, il sera l'un ou l'autre selon ce que feront les hommes du régime.

***

Que devons-nous donc faire à l'égard de Poujade, nous qui sommes beaucoup plus résolument que lui les ennemis du régime lui-même dans lequel nous voyons la cause de la décadence française et la promesse de la servitude pour notre pays ? La réponse est simple. Tout changement, quel qu'il soit, de la distribution actuelle de l'influence en France, ne peut que nous être favorable et nous devons l'appuyer par les moyens dont nous disposons. Le mouvement Poujade étant la forme d'opposition la plus puissante qui s'est manifestée contre les hommes qui se sont installés au pouvoir en 1944, nous engageons nos camarades à se mettre à sa disposition et à militer dans ses rangs.

Cette décision nous devons la prendre, toutefois, en toute clarté. Poujade est éloigné de nous par son tempérament et par ses idées. Il ne nous a rien promis, il ne nous a rien demandé. Certaines de ses positions nous déconcerteront sans doute. D'autres, sur des points auxquels nous sommes attachés, nous décevront probablement. Cela n'a aucune importance. Le redressement national a pris une forme qui lui donne des chances d'efficacité, c'est ce qui importe avant tout. Si nous ne retrouvons pas chez Poujade les préoccupations qui

nous sont chères, nous trouverons en échange des dons politiques qui ont manqué aux hommes sortis de nos rangs ou proches de nos idées, et en particulier sa précieuse faculté instinctive de réagir comme l'homme de la rue. Ne cherchons donc pas à l'embarrasser de théories, de partis pris, de conseils, d'influence, qui ne peuvent être qu'un brouillage de l'espèce de champ magnétique qui s'est établi entre la nation et lui. Laissons Poujade être Poujade.

Il renversera ou il ne renversera pas le régime, peu importe. Qu'il le fasse déraper, c'est déjà beaucoup. Aidons-le à cela. Quel que soit le lendemain des élections du 2 janvier, il en restera ce coup de poing sur la table qui a rappelé que deux millions et demi de Français n'étaient pas fort contents de la musique qu'ils entendaient jouer. Que l'autocar gouvernemental aille ou n'aille pas dans le décor, ceux qui le conduisaient en retiendront qu'il faut prendre garde au verglas. C'est bien la première fois qu'on cesse de considérer l'opposition non communiste comme une quantité tout à fait négligeable. Qu'on aime ou qu'on n'aime pas Poujade, c'est à lui que nous sommes redevables de cette démonstration.

Sachons tout cela et ne tombons pas dans l'impatience et la précipitation. Nous sommes très heureux qu'un *homme neuf* ait réussi à polariser non seulement, comme on le dit, le mécontentement du peuple français, mais sa volonté de propreté et de liberté. Nous suivrons ses efforts avec sympathie. Nous avons été parmi les premiers à dire que le changement du régime actuel était le premier acte à accomplir pour le redressement de la France. Nous constatons que le mouvement Poujade poursuit des objectifs qui nous intéressent et c'est à ce titre seulement que nous le recommandons.

***

Que peut-on faire passer de nos idées politiques dans le nouveau bloc d'opposition qui s'est constitué ? Il est très difficile de faire des prévisions sur ce point. Répétons-le, la puissance de frappe du poujadisme nous paraît une considération plus importante que ce qu'il peut porter des idées qui nous sont propres. Les mou-

vements politiques qui sont dans le droit fil de l'opinion et qui correspondent à une aspiration profonde de la nation se reconnaissent à la rapidité foudroyante de leur croissance même dans les circonstances défavorables. Il faut leur laisser cet élan qui leur est propre et ne pas essayer de peser sur leur inspiration propre uniquement instinctive. Les formations politiques, qui ont pour point de départ une position intellectuelle, ont un développement beaucoup plus lent et doivent nécessairement employer d'autres méthodes de pénétration. Il est toujcurs difficile de dire à quel point les deux courants sont appelés à se rencontrer. Souvent c'est après l'action elle-même dans une période de classification et de construction qu'on peut espérer recueillir les fruits d'un travail patient et sérieux.

Quant aux solutions qui nous sont propres, nous continuerons à les exposer et nous continuerons aussi à juger les événements en fonction de nos préoccupations. Nous pensons que le temps nous aidera à en montrer la valeur.

Tout en souhaitant que les solutions, les principes, les cadres du mouvement Poujade ne viennent que du peuple, car ce sera là la source de leur force, il ne nous est pas interdit, puisque nous sommes une partie de ce peuple français dont Poujade veut être l'image, de participer à cette foire-exposition du matériel politique avec les objets de notre usinage.

Nous ne devons pas nous attendre à ce que nos produits soient certainement préférés à ceux des autres exposants, il n'est pas question de cela, mais enfin, nous pensons qu'ils ne seront pas systématiquement rejetés sans examen et que pour la première fois, nous bénéficierons des chances égales d'une concurrence loyale, c'est tout ce que nous demandons.

Des hommes qui jugent comme nous les maux dont souffre notre pays iront nécessairement des *effets* aux *causes*. Ils se révoltent aujourd'hui contre les effets. Ils découvriront peu à peu l'étendue du mécanisme. Nous pouvons espérer leur faire prendre conscience que le régime parlementaire qu'ils accusent, que la corruption qu'ils dénoncent, que l'oppression de la bureaucratie qu'ils combattent, ne sont que les divers rouages d'un seul mécanisme qui tient en sujétion non seulement les commerçants de notre pays, mais toutes les classes

de nos travailleurs, et que ce mécanisme de tutelle et de spoliation pèse sur le destin de toute l'Europe et non seulement sur le nôtre. Nous sommes tout à fait d'accord avec ceux qui pensent qu'on doit commencer par le redressement national et que d'abord, avant tout, nous avons besoin d'une France forte, propre, où les Français soient les maîtres. Mais nous savons aussi, et les événements l'apprendront vite à Pierre Poujade et aux hommes de son mouvement, que le « système » qu'ils combattent est, en réalité, une maffia internationale, que tout mouvement national voulant assurer l'indépendance de son pays la trouve contre lui, s'il n'accepte pas de devenir son instrument, que l'indépendance qu'ils veulent pour notre pays sera toujours précaire et menacée si notre économie et notre politique ne sont pas appuyées par un système complet de forces qu'ils ne peuvent trouver que dans la communauté européenne. Ces idées se dégageront peu à peu dans la lutte elle-même. Ce serait certes un grand progrès, si la France était gérée avec honnêteté et réalisme comme l'est le Portugal. Mais cela ne résoudrait pas tout. Nous avons à faire face à cause de notre position géographique et de notre empire, à des problèmes qui ne peuvent être résolus comme des problèmes purement nationaux. Tout se tient dans l'indépendance. Il n'y a pas une justice fiscale, une justice sociale, une indépendance économique, une indépendance militaire et une indépendance politique qu'on peut démonter et réparer une à une comme autant de pièces détachées. Il n'y a qu'une seule indépendance et elle comporte nécessairement les ressources industrielles, financières, militaires et le système politique qui permettent de mettre le poing sur la table et de dire : non. Quelle que soit la réforme politique qu'on fasse subir à son régime, la France de 1956 ne peut pas se permettre *impunément* de donner le coup de poing. Voilà à quoi il faut *aussi* réfléchir.

Maurice BARDECHE.

# Contre les spéculateurs d'illusions

A titre d'ambiance, empruntons à *Rivarol* deux extraits de lettres de ses lecteurs :

*Un jeune sergent parachutiste engagé sur le front de l'Aurès depuis plusieurs mois vient d'écrire à sa famille :*

*« Je vous redemande de m'envoyer le revolver de papa, car il y a une chose que vous ne savez pas : c'est qu'ici il n'y a pas assez d'armes pour tout le monde. Je partage ma mitraillette avec le caporal-chef. Hier, lui était de garde et je devais partir en embuscade. On a tiré au sort ma mitraillette, il a gagné et j'ai dû partir seulement avec des grenades. C'est malheureux à dire, mais les militaires qui sont actuellement stationnés à la mine de X..., principal point d'émeute du 20 août, ont des mousquetons modèle* 1880 *qui ne marchent pas. »*

Voici le second :

*« ...Les fermes des environs de Batna sont évacuées sur l'ordre des rebelles, et cette ville est plus que jamais encerclée. Le train de Biskra marche à* 30 *à l'heure, de jour seulement, pour examiner la voie. Collo n'a de relations avec Philippeville que par bateau. Les réservistes mobilisés n'ont pas d'autres armes que des fusils et sont engagés contre des rebelles armés de mitraillettes. »*

Nous aurons le fâcheux esprit de rappeler que, pour l'Indochine et l'Algérie, la France dut négocier d'urgence des achats d'armes aux U. S. A. On sait ce qu'il nous en coûta à Dien Bien Phu, « faute de trente bombardiers lourds », et pour l'Algérie, on nous demanda des comptes politiques de l'utilisation des armes sollicitées. Quant au Maroc, nous dûmes enlever les armes américaines aux soldats français engagés contre les terroristes.

Première question : Si pour des opérations coloniales la France manque d'armes élémentaires, quel rôle compte-t-elle tenir sur un éventuel théâtre d'opérations en Europe ?

Deuxième question : malgré les importants budgets consacrés à la Défense Nationale, où en est *réellement* l'état de l'armement français ?

Le nombre important de généraux et de colonels de l'ancienne Chambre ne nous rassure aucunement. Malgré les insuffisances de 1870 et de 1914, six mois après septembre 1939, des réservistes n'avaient touché qu'un calot et un ceinturon et montaient la garde aux ponts avec un bâton ! Il semble que nous nous rapprochions, d'après les deux lettres citées, davantage de 1939 que des engins téléguidés. Et nous aimerions connaître le fond de la pensée de M. Antoine Pinay déclarant, en 1952, alors qu'il était Président du Conseil : « *Il y a cent millions d'économies à réaliser dans le budget de la Défense Nationale !* » Voulait-il dire que nous avions trop d'armes, que l'on commandait trop de choses inutiles, que les prix payés n'étaient pas normaux ou qu'il discernait cent millions de pots-de-vin ? Il serait important de préciser cette affirmation s'il est exact que des Français risquent leur peau dans l'Aurès avec des « mousquetons modèle 1880 qui ne marchent pas ».

Si la France manque à ce point d'armes, pourquoi n'en achèterait-elle pas au gang italien dont les réserves paraissent inépuisables puisque, malgré les lourdes prises de la police de Rome, c'est par cargaisons complètes et par vedettes rapides venant d'Italie que les rebelles algériens furent ravitaillés (pour partie) !

Des armes, mais on en trouve partout les quantités que l'on désire moyennant paiement *cash*. On fournit même des modèles sans marques, des « types » fabriqués généralement par le voisin pour égarer les soupçons sur l'origine lorsqu'il y a vente clandestine. Un de mes « amis » de Tanger procurera le tonnage que l'on voudra, en neuf, bien graissé, dernier cri et non des laissés pour compte de l'avant-dernière guerre comme l'on en envoya à Arbenz au Guatémala. Les grands munitionnaires internationaux (une certaine firme britannique en particulier) débitent, par des sous (et fausses) marques, des modèles nationaux de pays étrangers.

Pourquoi ne pas s'adresser à ces splendides organisations ayant toujours du stock disponible si nous en sommes encore au mousqueton 1880 qui ne marche pas ?

Ces déficiences, beaucoup mieux connues de l'étranger que des Français, illustrent le peu de cas fait de notre pays. Nous avons oublié le Malenkov-1939 : « *...On ne respecte que les forts* » et le Staline de Yalta qui demanda lorsque les « 3 » parlèrent profits de la victoire : « *Combien la France avait-elle de divisions ?* » Contre notre sentiment, nous sommes obligés

d'employer les arguments des maîtres du monde que l'on prétend vouloir suivre malgré un essoufflement visible et des divisions politiques qui se révèlent jusque dans certains commandements.

Est-ce parce que nos « alliés » jaugèrent à leur juste valeur les retards permanents de la France et ses déficiences que pas un seul commandement n'échut à un militaire français sur terre, sur mer, dans l'air dans le cadre de l'O.T.A.N. ? Au point que la France abdiqua sa souveraineté en Afrique du Nord en abandonnant le commandement des opérations militaires en cas de guerre à un général étranger de Tunis à Casablanca !

Pendant un conflit, TOUT n'est-il pas subordonné au militaire ?

L'accord franco-américain relatif aux « bases américaines au Maroc » limita à 7.000 le nombre des Américains en stationnement dans le « Protectorat ». Eu égard aux aménagements réalisés, ce chiffre s'avère trop restreint ; Washington essaie d'obtenir une « rallonge ». Il l'obtiendra et c'est là où le gouvernement français pourrait se montrer astucieux pour rétablir l'équilibre des forces, car à 7.000 + x Américains nantis du perfectionnement cyclotronique, il serait indécent d'imposer le voisinage de Blancs tirant au sort une mitraillette ou munis d'un mousqueton 1880. Alors, dans l'accord que l'on donnera au Département d'Etat, on pourrait exiger en contrepartie le même équipement pour le troufion français que pour le soldat américain. A latitudes égales, parapluies égaux.

Lorsque l'on est mercenaire, il ne faut pas avoir honte de se faire payer. On parle des grognards de Napoléon, mais on oublie de dire que chacun avait son écu — somme importante pour l'époque, — dans sa poche en se levant et l'héroïsme des officiers de l'empereur était tout de même stimulé par la priorité au butin dans la ville nouvellement conquise. Les Histoires demeurent muettes sur l'essentiel du « ressort », qu'il s'agisse de n'importe quel vainqueur. En Indochine, un tirailleur nord-africain touchait 30.000 francs par mois ; ramené en Allemagne, il ne perçut plus que 3.000 francs ; il fut envoyé en Afrique du Nord dans le baroud contre ses coréligionnaires pour 1.350 francs. Et l'on s'étonne de certaines défections, alors que les Nord-Africains recrutés en France pour les maquis Kabiles encaissaient une prime de 25.000 plus mille francs par jour ! La France n'est pourtant pas un pays de rêveurs puisque, d'après M. Pinay, cent millions sont à économiser sur les marchés de la D. N.

Si le Français moyen était mieux informé, il attendrait

avec impatience la solution d'une énigme posée il y a trois ans par l'hebdomadaire *Paris,* de Casablanca. Lors d'une avance en Indochine, nos troupes trouvèrent des mortiers Brandt absolument neufs, à peine déballés, dans un district abandonné par les Viets. Ces mortiers auraient été réceptionnés directement pas les soldats d'Ho Chi Minh. M. Pléven, alors ministre de la Défense Nationale, fortement ému, aurait donné l'ordre de renvoyer en France les plaques d'appui matriculées de ces engins destinés aux Français mais servant aux Viets, afin d'essayer de découvrir quel chemin curieux ce matériel avait emprunté pour rejoindre le camp ennemi. Depuis, aucune nouvelle !

Les citoyens croyant de moins en moins au Père Noël, le risque de mort sera payé à une certaine valeur, ou personne n'assumera plus ce risque. Hitler le comprit en payant 40 francs par jour l'homme au combat, alors que Daladier donnait 20 sous au Français. Les Américains le comprennent et, pour s'en rendre compte, il suffit de visiter les centres de ceux qui occupent la France (avec femmes, enfants et voitures), comme le camp de la Braconne, par exemple, véritable petite ville construite sur la forêt rasée près d'Angoulême. C'est en voyant, de ses yeux et non à travers des racontars, cet aspect nouveau d'une nation sur un pied de guerre permanent (hommes et femmes dans le bain, blancs, métis et noirs confondus) que l'on évalue mieux l'avenir et à quel échelon, la France est descendue. Pendant ce temps, les rappelés partent en Afrique du Nord pour un billet de mille par mois, s'il n'est pas fonctionnaire auquel cas il perçoit son traitement entier. O égalité devant le sacrifice ! Inégalité, une des causes d'un moral qui aboutit à la course à l'échalote de 1940. De plus en plus en retard d'une guerre, mousqueton 1880 y compris !

Pour une fois, nous serons d'accord avec M. de Gaulle : nécessité d'une armée de métier si le pays veut compter sur une force réelle puisque ni les politiciens, ni les militaires ne réalisent que le public établit désormais une différence entre le risque de mort pour le pays et le risque de mort pour les hégémonies économiques. Le drapeau n'est plus assez épais pour masquer l'odeur des fromages !

Puis, le Français commence à se lasser de payer de sa propre vie les bévues et les incompétences des m'as-tu-vu de la politique, irresponsables, eux, rarement inscrits sur les monuments aux morts et renaissant finalement de leurs cendres. Il suffit de regarder Daladier, Reynaud, Gamelin, Guy La Chambre, Herriot, etc... Ils se portent bien ! Boussac, Lazareff, Poldès, Ventura, Marin, etc... se portent bien aussi. Ceux qui se portent mal

sont sous les croix de bois ou dans les ossuaires, ils moururent pour quelques sous par jour. Outre les leçons qui remontent à dix ans, ajoutées à celles de la drôle de guerre, de la retraite de Lorraine et des captivités, nous avons des motifs sérieux de croire que les classes montantes jugent avec un bon sens supérieur à celui de leurs anciens le prix de la vie comparé à celui de de l'acier, du pétrole, du textile ou des industries chimiques. La jeunesse actuelle est l'aboutissement d'une éducation et d'une orientation qui remontent à vingt ans. La raison ne suppléera peut-être plus au sentiment. Nous ne lui donnerons pas tort.

Un capitaine de nos amis, dont le métier consiste à transformer des civils en militaires pendant un nombre de mois déterminé, ne nage pas dans un optimisme béat. Nous ne reproduirons pas textuellement ses paroles pour éviter les ennuis avec l'autorité militaire. A notre question de savoir s'il pouvait répondre de tous ses hommes en cas d'appel général, il hocha la tête :

— Je redoute moins le communisme à l'armée en temps de guerre qu'une certaine jeunesse moderne non habituée à l'effort physique, à un minimum de discipline et qui a une peur visible de mourir même pour son pays. Je souhaiterais presque que cette classe ne répondit pas à une mobilisation et se défile par un moyen quelconque car c'est le genre d'hommes capable de coller la panique dans une compagnie. Aucune conviction politique, mais lâcheté devant la menace, lâcheté qui se saisirait de n'importe quel prétexte idéologique pour faire tache d'huile afin de fuir une éventuelle punition individuelle... je vous parle de la biffe... Chez les spécialistes, les quasi-techniciens, l'ambiance est parfois meilleure...

Je crois que mon père (général en retraite) a raison, le Français a marre du métier de soldat; il le fait depuis trop longtemps. Il faudrait tout changer, appeler ça « service civique » par exemple, sorte de long week-end distrayant ! Dans ce domaine tout est à créer, malgré des innovations dites sociales ! Pour faire un soldat-tueur, dix-huit mois ne sont pas nécessaires, à peine un trimestre suffit. La caserne étant le symbole d'une conception militaire périmée, profitons de ces 18 mois pour utiliser les jeunes hommes à des créations de villages-cantonnements avec leurs propres réserves. Soyons réalistes : chaque unité devrait avoir son périmètre agricole, son élevage et se subvenir elle-même. L'unité-village aurait son centre culturel, artistique, des conférences sur des sujets divers, historiques si l'on veut, par des officiers-orateurs. Le conscrit emporterait quelque chose de pratique et de spirituel de son « ser-

vice civique », il ne partirait pas en homme conscient qu'on vient de lui voler 18 mois au moment de démarrer dans la vie... Ce souvenir d'efficience l'aiderait à moins appréhender un rappel... d'ailleurs, ce comportement répondrait davantage à l'aspect d'une prochaine et éventuelle guerre qui, avec le parachutisme, sera une guerre de coups de main, de maquis pour paralyser et démoraliser...

La conversation dévia sur le commandement, les propos ne sont pas publiables.

On sait que, parmi des politiciens, courut l'épithète peu flatteuse de « promotion des tocards » pour désigner la succession d'officiers supérieurs qui opéra en Indochine. Le fait n'est pas nouveau. De 1923 à 1926, de l'Ouergha à Taza, les zizanies entre généraux amenèrent Abd el Krim aux portes de Fès. Pétain dut aller prendre le commandement et mettre fin aux rivalités pour liquider la première insurrection riffaine. Malgré le souvenir de Gamelin, dans la quantité de nos stratèges, il doit bien en exister un petit paquet de bons. Est-il vraiment exact que le fichier politique des officiers supérieurs joue un rôle plus considérable que le mérite dans les nominations et les commandements importants ? Avons-nous l'armée de la France ou l'armée d'un système politique ?

Au début de l'occupation de Vienne (Autriche), le général Béthouard avait un colonel de réserve dans son Etat-Major, communiste avoué. Ce colonel força l'admiration de ses collègues. Dans la difficile mission d'administration de la zone française, seul, alors que la consigne était au « pas d'histoires » et à l'acceptation des « coups fourrés » inter-zones, il répondit du tac au tac à l'illégitimité de quelques incursions soviétiques ; il ne laissa rien passer. L'idéologie de l'homme n'influençait pas la tâche du fonctionnaire.

En 1950, je me trouvais à Sidi-Bel-Abbès, dans le Sud-Oranais, au moment précis d'une « affaire » dont toute la ville s'entretenait avec passion, mais dont pas un écho ne filtra dans la presse. Je me permets de l'évoquer seulement aujourd'hui, parce que la guerre indochinoise est virtuellement terminée. Pour encadrer de nouveaux contingents de la Légion Etrangère prêts à s'embarquer pour les rizières, un groupe de jeunes officiers arriva de France. Il s'agissait de gradés titularisés après la fin de la guerre 1939-45. Donc des garçons n'ayant pas peur de la bagarre. Lorsqu'ils apprirent que leur destination était l'Indochine, ils firent savoir au colonel que leurs conceptions politiques ne leur permettaient pas d'aller se battre pour cette guerre coloniale. Cette déclaration provoqua d'ailleurs quelques altercations avec d'autres officiers. En défi-

nitive, le groupe (14 ou 16, ma note prise au crayon est un peu effacée) fut renvoyé d'urgence en France par avion.

Imaginons que d'autres gradés n'aient pas osé exprimer — pour diverses raisons — un sentiment identique. Que se passe-t-il une fois en ligne ? Qu'il s'agisse de l'Indochine, de l'Algérie ou d'un autre lieu à venir ? C'est pourquoi j'écrivis précédemment que certains propos avec un capitaine « dans le bain » n'étaient pas publiables.

Les journaux nous entretinrent des procès au tribunal militaire d'adeptes de la secte « Les Témoins de Jehova » (sorte de super-chrétiens appliquant avec rigueur la lettre des Ecritures Saintes) qui refusent de porter un uniforme, de toucher une arme, même comme brancardiers ou infirmiers. Admettons que l'on oblige ces croyants à tenir leur place dans un combat. Je posai la question à l'un d'eux :

— Nous ne tirerons pas, nous oublierons de mettre des cartouches et si nous en mettons, nous viserons bien pour qu'elles s'enfoncent en terre... Nous accepterons d'être tués par les autres, mais nous ne tuerons pas pour éviter d'être tués...

Le nombre des chrétiens revenus aux origines du christianisme grossit considérablement par dix sectes différentes. Comme le leur commande Jésus, ils se soumettront à l'autorité, mais quelle sera leur efficacité au moment opportun pour la Nation ? Devant le trépas, le chrétien se sentira plus enclin à obéir à Dieu qu'aux hommes, car l'on peut tromper ces derniers par un simulacre alors que l'on n'abusera pas le Créateur !

Où seront les fameuses « armées coloniales » lors de la prochaine guerre ? Sans doute en train de conquérir leur « autonomie complète ».

Qu'il s'agisse de finances, de diplomatie, de politique, la France persiste à mener une ligne de conduite que nous appellerons : la spéculation des illusions. Malheureusement, elle ne fait plus illusion aux ténors du jour. La plupart des Français s'obstinent à se croire encore au temps de Richelieu ou de Napoléon et d'en conclure à l'invincibilité de leur pays. Nous souhaiterions qu'ils aient raison, bien entendu (surtout pour Richelieu, moins pour Napoléon). Hélas, les réalités sont là : en dix ans la France perdit 30 millions de Français coloniaux et un certain général viet, Giap, eut raison de tous les maréchaux et généraux français qui lui furent opposés.

En rappelant à plus de modestie des ministres qui pensent encore servir un royaume comme celui de Louis XIV, nous ne cherchons pas à amoindrir le rôle de notre pays, nous préparons l'avenir, un avenir réaliste rigoureusement conforme à

notre standing réel. Bardèche a raison d'écrire que nous sommes devenus une « petite nation » ! Outre que cela n'est pas déshonorant — un Suisse est fier de la Suisse, — la constatation pourrait inciter à l'effort pour remonter la pente. Mais les héros sont fatigués ; puis, à part Bobet, Fernandel, Gérard Philippe, Martine Carol, où sont nos héros ? Les vrais sont morts. Pour tenter de remonter la pente, la France n'a plus personne ! Alors, on continue à la descendre. Beaucoup plus, à cause d'un régime débilitant qu'à cause d'hommes qui n'eurent que le souci d'abolir la nuit du 4 août 1789 à leur profit et d'établir une dictature larvée à base policière pour se maintenir dans la nouvelle noblesse du système.

Je connais une grande dame âgée qui, avec un minimum de bon sens, eût pu se constituer des dernières années décentes à l'abri de tout besoin. Mais sa galerie d'ancêtres remontait à François Ier et pour lui servir sa soupe au lait sucré composant tout son dîner avec un fruit, il lui fallait les lustres de la grande salle à manger froide malgré le feu de bois, un serveur et un maître d'hôtel. Las de n'être plus payés, tous ses domestiques la quittèrent et l'huissier acheva le désastre par une saisie générale. Le lendemain, on retrouva la vieille dame morte dans sa chambre glaciale où personne ne lui avait allumé le feu.

Cette courte histoire pourrait devenir celle de la France persévérant à vivre sur les illusions, sur la grandeur d'un passé, en se souvenant de Napoléon, mais non de Spears (Syrie) et de Giap (Indochine), en se rappelant Blériot, Védrines, Bréguet, Mermoz, mais en feignant ignorer qu'il lui manqua 30 bombardiers lourds à Dien Bien Phu, en se remémorant Verdun, mais ne voulant pas savoir qu'en plein baroud nos soldats tirent *une* mitraillette au sort ou sont nantis de mousquetons modèle 1880 qui ne marchent pas.

Aimer son pays, ce n'est ni être aveugle, ni manier la brosse à reluire ! C'est au contraire le juger à sa force exacte pour lui éviter d'attraper une hernie ou un déchirement musculaire.

Pierre NAVARRE.

# Vers des autonomismes internes africains

La mise en sommeil du système parlementaire ne fut pas une occasion d'oublier l'Algérie. Au contraire ; débarrassée des élus, de leurs recommandations et de leurs mises en demeure, dans l'espoir d'un retour à la Chambre, l'équipe en place s'occupa de l'avenir et en profita pour faire distribuer aux leaders des grands journaux des notes d'orientation. Tandis que les Républicains Nationaux prêchent le Commonwealth, sans savoir d'ailleurs où cette solution mènerait (car des cadres sont possibles pour certains pays et non pour d'autres), la thèse socialiste du fédéralisme gagne du terrain et deviendra vraisemblablement le but officiel. On fait déjà remarquer que le fédéralisme algérien sera agréé par la S.F.I.O., l'U.D.S.R., le M.R.P., la gauche radicale, le R.G.R., et une forte fraction des I.O.M. N'ayons aucune illusion, c'est la réforme générale de l'Empire colonial français qui s'amorce. *Il ne semble pas que l'échec total de l'Union Indochinoise soit retenu à titre d'enseignement.*

Cette idée de fédération algérienne est née chez les « banquiers de l'Algérie », c'est-à-dire les Mozabites. Elle fut reprise par M. Ferhat Abbas. Elle a gagné les 60 et quelques élus musulmans algériens repoussant l'intégration au profit d'un « autonomisme dans l'indépendance » (?) admettant les « nationalismes algériens ». Les paris sont ouverts. Vous pouvez miser sur la Fédération.

La solution sera imposée aux Français d'Algérie... qui diront *amen* comme ceux de Tunisie et du Maroc, malgré leur rage et leur rancœur de ne plus se sentir en France sur des terres qui n'étaient rien avant leur arrivée et de devenir les vassaux des Arabes envahisseurs au même titre qu'eux de l'Afrique du Nord. Ce sera un aboutissement, la preuve que, seule, la violence paie. Ce sera surtout la faute des Algériens.

Voici cinq ans, dans un journal marocain, je lançai l'idée d'une fédération des Français d'Afrique du Nord. J'expliquai que les dirigeants-agioteurs de Paris étaient par trop incompétents pour leur laisser le soin de décider de l'avenir

du travail français en Afrique du Nord. Je préconisai donc une sorte d'Etats Généraux sans exclusives donnant les bases d'un programme, au-delà des partis, d'intérêt national, puisque les parlementaires nord-africains ou rien, c'est exactement la même chose : étant presque tous défenseurs d'intérêts privés énormes, ils ne sont plus pris au sérieux par leurs collègues lorsqu'ils agitent le mot « national ». A mon Tiers-Etat, se substituèrent des noblesses commerciales, minières, industrielles et agricoles. Chacun voulut être les Etats Généraux à lui tout seul. Les divisions, habilement soutenues par la politique, aboutirent aux Conventions franco-tunisiennes et au nouveau régime marocain.

Les Algériens ne comprirent pas que, pris géographiquement en sandwich, ils passeraient *bessif* par les mêmes chemins que Tunis et Rabat. Je passai six mois à le leur expliquer sur place l'an dernier pour tenter d'éviter cette colonisation bancaire internationale se profilant derrière les « réformes ». Or, répétons-le encore, la situation qui paraît plus solide en Algérie est en réalité plus précaire car les trois départements algériens vivent en cloisons étanches. Aucune unanimité d'opinion entre l'Algérois francisé, l'Oranie espagnolisée et le Constantinois italianisé, à part les « sous ». Pas de liens spirituels, aucun développement culturel méthodique interdépartemental, l'Algérie est donc plus vulnérable qu'on ne le pense généralement. C'est pourquoi je suggérai la création d'un organisme de presse puissant servant de liaison Constantine-Alger-Oran.

On ne comprit pas que le sort de l'Algérie se trouvait entre les mains des Algériens que Paris sut diviser habilement par des avantages matériels à tel groupe plutôt qu'à tel autre, (par exemple : l'histoire de la dévolution des biens de presse de *la Dépêche Algérienne*). Incapables de s'élever au-dessus des vanités, des préséances, des intérêts privés, redoutant qu'un éclat de voix nuise à leurs affaires ou à leur prochaine promotion dans la Légion d'honneur, les velléités demeurèrent des velléités. Seuls, des petits groupes privés préférèrent avoir recours, se croyant encore à un tribunal présidé par un cadi, à des actions tortueuses d'achat de voix ou de complaisances parlementaires... Mais là, les payés ne furent pas les seuls juges et ils le seront de moins en moins car l'Algérie est devenue la question leader de la France ; la politique des marchands de tapis est terminée et les « élites » algériennes ne l'ont pas compris.

Nous écrivons surtout ces lignes pour nos nombreux amis d'Algérie afin qu'ils sachent à peu près ce qui se passe chez eux de déterminant pour leur sort et qu'ils puissent fixer plus nettement les responsabilités des meneurs dans l'impasse. Je sais qu'il existe (avec cinq ans de retard) des groupes qui commencent à agir ; tout cela

est trop récent pour avoir une profonde influence. Puis, il faudrait une propagande écrite en Arabe et comprendre que le déroulédisme local fait sourire en France ; il est démonétisé. Or, on peut s'élever à la hauteur de la situation et être moderne sans pour cela évoquer à chaque fois le dur travail *des ascendants !* Il y a donc différence d'optique entre Paris et Alger, ce qui va permettre aux gouvernants français de triturer l'Algérie à leur gré comme ce fut le cas en Tunisie et au Maroc. C'est pourquoi nous plaçons les premiers responsables de la déconfiture algérienne en Algérie, pays des égoïsmes sacrés.

On y comprend tellement peu les réalités de l'heure qu'une fraction s'accroche encore à *l'intégration* repoussée par l'unanimité des élus musulmans ! L'idée est morte et sa reprise serait : transformer les élus indigènes en Chambre ardente du nationalisme algérien ; initiative assez discutable au moment où la France envoie encore 60.000 hommes, ce qui porte l'effectif armé à plus de 220.000 hommes pour une agitation qui, loin de se calmer, paraît s'étendre.

Il reste donc « le choix » entre le Commonwealth-Dominion des R.N. et le Fédéralisme. Avec le premier et la proportion de 1 Blanc pour 11 indigènes, c'est la France balayée dans un temps record. Comme il est difficile de choisir entre la peste et le choléra, comme eût dit Charles Collomb, un des rares Algérois prévoyants... il y a vingt ans, choisissons la scarlatine fédéraliste.

Il est prévu des fédérations... mozabite bien entendu, kabyle, chaouïa ; pour le Sud cela ira encore, mais, pour le restant des Arabes, *tous des métis* répandus en Algérie ? Et les Blancs ? Et les Israélites ? Puis, je ne sais pas si les Ben Machin, tribu importante aux nombreux alliés, consentiront à être administrés par les Aït Truc, moins nombreux mais plus évolués.

Que fera-t-on des Juifs du M'Zab (et du Sud), non citoyens français, alors que tous les autres bénéficient de la loi Crémieux ? Et pour les Arabes agrégés du M'Zab, devra-t-on opérer des transferts de populations ? Que fera-t-on si la Kabylie raciste, maîtresse chez elle, décide de refouler tous les Israélites ?

Les astucieux du fédéralisme font remarquer que ce système est sans doute celui qui permettrait à la France de demeurer longtemps en Algérie, car la Fédération aura besoin de techniciens pour coordonner les problèmes communs à tous : économie, finances d'intérêt général, transports ; de plus, la présence d'un arbitre sera nécessaire pour les frictions qui ne manqueront pas de se produire entre les Fédérations. C'est un argument qui n'est pas sans valeur, reconnaissons-le, et qui peut mettre un frein au grandiose plan de M. Bourguiba d'une Confédération nord-africaine allant de Tunis à Rabat.

Ces projets de réformes qui seront l'actualité de l'année 1956 sont dominés par une arrière-pensée qui ne veut pas encore dire son nom : la redistribution partielle des terres propriétés françaises.

L'idée est lancée, elle chemine, elle aboutira. On a déjà ressorti des cartons poussiéreux le vieux projet Viollette, tendant à limiter à 1.000 hectares la propriété individuelle. On parle de ramener cette limitation à 500 hectares, afin de distribuer des lots agricoles de colonisation aux fellahs. Si la réforme agraire est en cours aux Indes, en Egypte où elle fut le leit-motiv numéro un de la révolution, rien n'est encore décidé pour l'instant.

Au Caire, un journaliste parisien interrogea M. Allal Fassi, de l'Istiqlal, avant qu'il ne revint. M. Allal Fassi fut catégorique : morcellement et redistribution des terres aux paysans marocains. Comme on lui posait la question de savoir si les propriétaires actuels seraient indemnisés, non moins catégoriquement il répond : non. Il ajouta que la terre marocaine ayant depuis longtemps enrichi ses propriétaires, ces derniers n'avaient pas besoin d'indemnités. Ce qui ne manque pas de logique pour ceux qui obtinrent les concessions à la foire d'empoigne ou en déplaçant les bornes la nuit ou en faisant falsifier les cadastres (nous sommes au courant, dès 1923, nous étions déjà au Maroc). La réforme agraire marocaine est l'idée-programme n° 1. Mais il y a d'autres colons qui achetèrent, et fort cher, leurs propriétés.

En Tunisie (la presse n'est pas prodigue de renseignements démontrant que les « Conventions » ne constituent qu'un amuse-gueule), la réforme agraire est aussi à l'ordre du jour. Le récent Congrès du Néo-Destour préconisa le morcellement et la redistribution des terres situées dans les régions irriguées, c'est-à-dire les plus riches. Pour commencer ! Les colons européens de Tunisie ne sont pas surpris ; ils connaissent la manière musulmane de grignoter. Ils attendaient une surprise non prévue dans les « Conventions », elle se dessine, c'est la réforme agraire. On débutera par les propriétés irriguées...

En Algérie, la redistribution des terres est le but n° 1 des rebelles, Disons même qu'elle a commencé à devenir effective dans les régions de l'Aurès contrôlées par eux ; des chefs de bandes taillent, coupent et attribuent des lots de terrains aux fellahs. Pourquoi le cacher puisque cette méthode rallia des milliers d'indigènes à la dissidence ?

L'idée est dans l'air de Tunis à Rabat et, quoi que l'on fasse, on ne l'évitera plus. Alors mieux vaut la regarder bien en face.

En Algérie, l'augmentation constante de la population crée un paradoxe. Ce pays ne produit plus assez de blé

au point qu'il est obligé d'en importer (alors qu'en France on le dénature pour l'offrir aux volailles à 25 fr. le kilog.). Par contre, il produit une quinzaine de millions d'hectolitres de vin (alors que les musulmans en consomment très peu) qui engorgent la viticulture française. Cette situation serait résolue si l'on écoutait la radio anti-française du Caire recommandant aux indigènes algériens d'arracher la vigne pour y planter le grain nécessaire à l'Algérie.

Cette solution correspond d'ailleurs à une déclaration de M. Edgar Faure : *L'Outre-Mer français, complément de la France, mais non concurrent !* Il se peut que, parmi les décisions importantes à venir, l'arrachage des vignes — surtout dans les grandes propriétés — devienne obligatoire en Algérie pour augmenter les surfaces à emblaver en céréales.

Je sais qu'une toute nouvelle « invention » allemande peut faire reconsidérer le problème vinicole. M. Le Roy, président de *l'Office International du Vin,* révéla qu'une « ébullition sous vide » faisait disparaître 99 % d'alcool de n'importe quel vin sans lui enlever sa tenue, son arôme et son bouquet ! Mais il ne s'agit pas de débiter un pinard conforme au Coran, encore faut-il que les musulmans aient envie d'en boire et surtout aient les moyens de l'acheter. Cette « désalcoolisation » du vin est encore du domaine de l'avenir ; elle ne changera rien à la destination des terres emblavées algériennes.

Si la réforme agraire devait sauver l'Afrique du Nord, nous crierions « bravo » et nous dirions tant pis pour mille multimillionnaires qui ne sont pas toute l'Algérie et pour lesquels l'arrachage des vignes ne sera qu'un manque à gagner ! Mais, la réforme agraire ne sera qu'un coup de pied dans la lune et appauvrira davantage le pays. Nous l'écrivîmes déjà, les colons algériens jouissent d'un mauvais préjugé en France ; beaucoup à cause de leurs maladresses et de leur mégalomanie. Les miniers, les armateurs, les agents généraux, les banquiers, les propriétaires immobiliers (des pâtés de maisons valant des milliards), les transports routiers, les entrepreneurs de travaux publics, certainement beaucoup plus riches qu'eux, peut-être même plus « féodaux » dans le mauvais sens du terme, passent inaperçus alors qu'ils sont les suceurs n° 1 de l'Algérie et des Algériens. On ne doit pas s'étonner de cette différence de propagande, car les meneurs du jeu savent bien que, tant que la terre sera entre des mains françaises (malgré leurs défauts), le pays restera français.

C'est pourquoi l'Algérie aura sa réforme agraire amorcée de Tunis à Rabat.

Les Algériens ne seront plus surpris lorsque les questions que nous évoquons ci-dessus deviendront l'actualité brû-

lante. Ils auront eu le temps de préparer leurs ripostes — s'il y a lieu — de façon un peu plus sagace que cette brochure de propagande, « Le destin de la France se joue en Algérie » (1). Ils n'auront pas l'excuse d'avoir à improviser sur la patte de l'ancre.

Comme à l'habitude, ils se défendront mal parce qu'ils sont mal informés sur le fond international des questions algériennes. Le paupérisme (qui n'est pas spécial à l'Algérie), l'autonomie, la démocratisation, tout cela est le paravent de trois desseins étrangers qui se complètent. Pour les Etats-Unis, partisans déclarés du Commonwealth algérien, but stratégique pour relier le Maroc au Caire en dehors d'une présence souveraine qui pourrait devenir neutre ou hostile ; en même temps empêcher une Eurafrique même lointaine dont le bloc économique serait un obstacle aux exportations américaines. Pour l'U.R.S.S., échec à une Eurafrique pouvant devenir le contre-poids d'une Eurasie à direction soviétique. Pour la Grande-Bretagne, désir de regagner en Afrique ses pertes coloniales asiatiques (elle acquit déjà le protectorat sur la Libye) et surtout, depuis la perte de l'Egypte, nécessité de déporter sa voie impériale Londres-Le Caire-Le Cap vers Londres-Tripoli-Le Cap, d'où notre éviction du Fezzan... en attendant de pouvoir joindre le Tchad.

Enfin, pour Londres et Washington réunis, bataille pour les pétroles nord-africains les plus proches de l'Europe.

L'avenir de l'Algérie n'a rien à attendre du miracle. Il sera celui que les Algériens et leurs amis musulmans voudront bien prévoir.

Pierre FONTAINE.

## *Chronique du mois*

### « LA REVOLUTION A REFAIRE » VA PEUT-ETRE COMMENCER !

En novembre dernier, dans « D. O. », j'écrivais que la France était en période pré-révolutionnaire, que les ruraux voteraient « mécontents ». Je venais d'effectuer un grand périple dans la province française, loin des itinéraires officiels, des « chapelles ». De même que la misère engendre le communisme, de même la gêne croissante des paysans (personne ne veut se pencher sur les prix de revient agricoles) poussait vers l'action une masse généralement lente à se mettre en colère. Seuls, les augures aveugles des tours d'ivoire et la grande presse à plat ventre, ne prévoyaient guère de changements « à part un gain de 25 sièges communistes ». Une fois de plus, la vérité est à ceux qui vivent « sur le tas ».

On vota communiste et poujadiste, non en connaissance profonde des théories et des programmes, mais parce qu'on savait ces partis « chambardeurs », ennemis de ceux qui, depuis dix ans, se servent sans servir le pays. Dans ce coin de province où ces lignes sont écrites, si l'on n'avait pas voté « poujadisme », les paysans eussent voté communisme. Une fois encore, non par idéologie, mais pour voir si des hommes nouveaux se pencheraient avec plus d'attention que les précédents sur leurs maux. On a voté « mécontent » contre les dictatures larvées bureaucratiques et fiscales.

En théorie, puisque P. C. et U. D. C. A. comptent à eux deux un tiers des élus de la Chambre, un tiers de la France a voté contre le régime. Et le « déséquilibre » des formations escomptées est venu de cette province traitée en parente de deuxième zone.

Nous avons eu raison d'écrire qu'une « révolution à refaire était peut-être commencée ». Sans la rafle de l'étiquette « agricole » ou « paysanne » dans la même circonscription, par trois ou quatre candidats (avocats, médecins ou négociants) qui provoqua une dispersion des voix rurales au point de les annihiler, les candidats des mécon-

tents eussent été encore plus nombreux. Poujade était prêt, Dorgères ne l'était pas. Le premier agit en chef d'orchestre incontesté ; le second laissa de ses propres collaborateurs ajouter à la confusion, en créant des listes dissidentes uniquement issues de vanités personnelles. Le nombre ne sert à rien lorsqu'il n'est pas discipliné.

Il est des succès qui se méritent, ceux des communistes sont de ceux-là. La plupart des candidats ne se donnèrent pas la peine d'aller dans les petits villages ; ils s'arrêtèrent au chef-lieu de canton, d'autres allèrent jusqu'au gros village. Je peux assurer (au moins dans les sept départements de ma connaissance) que les plus petits villages et même les gros bourgs reçurent la visite sinon du candidat, mais d'un membre du P. C. venant discourir au nom du candidat et acceptant la contradiction. J'affirme que, dans beaucoup d'endroits où les électeurs ne sont pas encore blasés sur le défilé des représentants du peuple quels qu'ils fussent, qui ne réussirent jamais à faire empierrer tel chemin rural, on estime que l'agent électoral du P. C. « était un monsieur bien poli de s'être dérangé » et que l'on vota pour son candidat uniquement pour le remercier de son déplacement. Tant que les grands partis qui se lamentent ne parviendront pas à ce degré de perfection de l'organisation territoriale politique, il est inutile de songer à s'opposer victorieusement à la progression de l'adversaire.

Il faudrait de l'argent, dira-t-on. Bien sûr ! Le P. C. en a et l'U. D. C. A. aussi (446.000 adhérents à 1.000 fr. par an : 446 millions). Quand la poussière de partis aura compris que ses chances deviennent de plus en plus minces dans les compétitions électorales, elle cherchera le rassemblement pour éviter l'aspirateur ; l'argent sera aussi groupé. A part « Les témoins du Christ » (en Alsace) qui se manifestèrent sur le plan politique pour apporter leur témoignage de recours en Dieu plutôt qu'aux hommes, les formations de toutes orientations se rendront rapidement compte que la montée du P. C. les obligera à un regroupement qui ne laissera plus que quatre ou cinq clans en présence dont les participants seront les républicains laïcs, les républicains chrétiens et les communistes. Ce sera ça ou un « front populaire » à plus ou moins brève échéance si la France veut un gouvernement stable.

Plus que jamais, nous nous tenons à notre formule exprimée AVANT les élections : le pays est en période prérévolutionnaire, *non pas tellement par tempérament, mais par dégoût et mépris de dix ans d'incurie parlementaire.* (Pourtant, il ne connaît pas le millième des réalités sur la collusion du politique et du business). Il fallait bien que l'addition gaulliste se paye un jour. Le jour de paie

est arrivé ! ! Les enfants de la patrie vont payer maintenant en métropole après avoir payé en Syrie, en Indochine, à Madagascar, aux Indes et en Afrique du Nord !

Je suis de l'avis de mon boulanger qui prétend que ces élections sont un drame, parce qu'il y a encore trop de réélus. « Ils vont pourrir les nouveaux ! », me dit-il.

Jamais la plupart des vieux parlementaires ne cherchèrent à mesurer la profondeur du mépris public pour leur métier. Néanmoins, les Herriot, Reynaud, Queuille, Daladier, etc... furent réélus ! Pourquoi ? Le gouvernement dispose d'environ 80 décorations avec chacune 4 ou 5 grades ; seulement à dix décorés ou promus dans chaque ordre par an, cela fait 2.000 obligés en une législature ; plus les recommandations, les interventions, les pistons. Pourquoi s'étonner qu'après deux ou trois législatures, un parlementaire devienne indéboulonnable ? En France, on est sentimental, on cultive encore la reconnaissance des vanités et du mieux être personnel. 83 ans Herriot, Queuille 80... à quand la retraite obligatoire ? Il y a vraiment des vitrines qui éloignent les amateurs par leur vétusté et leur manque de lumière. A propos d'Herriot et d'éclairage, puisque les communistes n'en eurent pas le courage, nous espérons bien qu'un poujadiste posera officiellement la question de savoir ce que coûte exactement aux contribuables l'honorariat de l'ancien Président de la Chambre. En avant pour de nouvelles nuits du 4 août ! Comme disait M. Pinay en 1952 : « Il y a cent millions à gagner sur les marchés passés par la Défense Nationale ».

Nous ne peignons pas un tableau, nous ne traçons qu'un schéma pour répondre aux déclarations inquiètes, il faut le dire, d'hommes politiques, s'apercevant enfin qu'il existe une avenue du mécontentement français qui mène aux lendemains incertains. Repus, la « tête enflée », ces hommes sont inconscients de leur part de responsabilité dans cette révolution qui commence. (70 points de plus au Napoléon dès le lendemain des élections). Ils semblent découvrir quelque chose qui les dépasse. Preuve que ces représentants du peuple ignoraient tout du peuple. Preuve donc qu'ils ne le représentaient plus puisqu'ils méconnaissaient ses aspirations et ses lassitudes.

Dès le lendemain du scrutin, P. M. F. se félicitait du résultat ! (Il ne spécifia pas avec ou sans les communistes). Un membre du gouvernement déclarait que « la majorité s'était renforcée » (sans doute avec des menottes). Bref, tout le monde était content. Radio-Moscou aussi, Poujade aussi. Sauf la presse américaine, sauf la presse anglaise, sauf la presse allemande occidentale, sauf la presse belge, sauf la presse suisse, la presse italienne marqua même une nette inquiétude. Ingérences étrangè-

res !... M. Mitterand (malheureusement réélu par la trop grande violence — chaises, œufs, fruits, légumes à volonté — de la campagne poujadiste qui finit par le faire prendre en pitié), lui, reconnaît qu'il faudrait étudier « les causes de ce mécontentement ». Encore un qui connaît mieux la Comédie Française que le drame français ! En résumé, des hommes politiques français entourés de courtisans et d'agitateurs qui leur masquaient les réalités.

Le réveil est là. La France aussi. Et la France n'est ni Martine Carol, ni Louis Bobet, ni Marie-Chantal, ni même « L'Express », car j'assistais à quelques réunions poujadistes (beaucoup plus anti-trusts que celles des communistes) où j'entendis des paroles et des allusions indiquant avec assez de précision que l'on sait vers quels points précis diriger les attaques. Les corniauds de la politique française ignoraient tout ça ! Vraiment dommage qu'ils soient revenus si nombreux, comme disait le boulanger avec un certain bon sens ; ils sont capables de s'accrocher aux lampions fragiles pour crier « au feu » et de se coller un pétard au derrière pour que chacun croie aux bombes de la conspiration ou du complot.

Si cette Chambre n'est pas dissolue, elle sera sans doute dissoute ; celle qui lui succèdera verra un nombre plus grand de communistes et de poujadistes. Le public va vers ceux qui bagarrent avec efficacité. Ces deux partis d'action constitueront-ils des pôles ou des associés momentanés pour continuer à éliminer les faillis ? On verra bien. Les électeurs seraient déçus de ne pas assister à la rupture de l'immobilisme et à quelques bagarres tonitruantes indiquant que la combinaison des garants de complicité et de l'import-export est au fond du lac. Si nous voyons ça, Poujade aura la majorité lors de la prochaine dissolution, car la France avait peut-être, en effet, davantage besoin d'épiciers que de technocrates pour remettre de l'ordre dans la maison. L'épicier, lui, ne perd pas de vue sa clientèle et ressent le contre-coup des fins de mois difficiles.

N. B. — Dans les environs de Ben Gardani, passage de la grande contrebande d'armes à destination de la Tunisie et de l'Algérie, dans la nuit du 5 au 6 décembre dernier, un groupe mobile français intercepta une caravane venant de Tripolitaine et se dirigeant vers l'Algérie, via le Sud-Tunisien. Bilan : 15 caisses de dynamite et de détonations, un mortier anglais de deux pouces et fusils de guerre Winchester avec cartouches. Dans la nuit du 6 au 7, une patrouille française ne put que déceler un récent passage de passeurs d'armes dans la même région, mais elle saisit néanmoins 24.000 cartouches de guerre entreposées dans

un village du bled. Pour deux opérations avortées, combien d'autres caravanes passèrent sans être repérées ?

Répétons que la Libye, d'où viennent ces armes pour les rebelles algériens, a un traité d'alliance avec la Grande-Bretagne et que le pays est, en fait, un protectorat direct anglais avec une armée anglo-libyenne (motorisée dans le désert) comprenant un transfuge « français » de marque : le fils de l'aminokal du Hoggar. Répétons encore qu'il n'y aurait pas ravitaillement en armes et munitions anglaises (pour partie) des rebelles algériens sans l'autorisation tacite des services anglais en Libye. Ainsi se démontre de plus en plus, malgré les discours officiels et la presse, l'action *ne varietur* britannique contre la souveraineté française en Algérie pour tenter de prendre de vitesse la poussée américaine en Afrique du Nord.

Lors du voyage aux Indes des dirigeants soviétiques, M. Boulganine fit une déclaration vivement étouffée en France, mais qui eut un grand retentissement en Angleterre. Le Soviétique accuse la Grande-Bretagne d'avoir lancé l'Allemagne sur l'U. R. S. S. en 1941. La presse anglaise fulmina en criant à la calomnie. Fait curieux, le Foreign Office ne souffla mot et n'envisagea même pas de décommander la visite anglaise des diplomates de Moscou.

M. Boulganine avait-il dit vrai et craignait-on qu'un démenti, même pour la forme, provoque la publication des preuves de cette obligation ?

M. Boulganine exprime une simple vérité, une des causes inédites et encore secrètes de la dernière guerre. Nous aurons bientôt l'explication de ce machiavélisme britannique.

Huit jours avant que M. Boulganine prononçât sa harangue dans l'ancienne « perle de la couronne britannique », notre collaborateur Pierre Fontaine avait donné le bon à tirer d'un livre qui sera mis en vente dans quelques jours : « La guerre froide du pétrole ». Cet ouvrage comporte un chapitre bien étrange sur l'Allemagne. Pour la première fois, l'auteur démontre et explique que, jusqu'en 1933, Hitler fut un agent *choisi* de la diplomatie britannique dominée par la politique pétrolière de ses trusts. Pour Pierre Fontaine, Hitler ne fut, jusqu'à une certaine date, que le successeur des Wrangel et Koltehack armés par les pétroliers américano-anglo-français pour tenter de reprendre à Moscou les pétroles nationalisés du Caucase. Il y eut des grains de sable, puis une reprise de cette politique, condition *sine qua non* qui aurait été posée à Hitler pour obtenir une paix honorable.

# *Nouvelles de l'Etranger*

## La question nègre aux Etats-Unis

La presse européenne assure une grande publicité à quelques actes de violence, en nombre d'ailleurs très limité, pour faire une mauvaise réputation aux blancs du sud des Etats-Unis.

C'est un moyen vraiment trop commode d'escamoter le problème noir. Il est, en réalité, singulièrement plus grave que le cas d'un ou deux personnages qui ne sont peut-être en définitive que des agents provocateurs. Si, d'ailleurs, les journalistes européens avaient le moindre souci d'objectivité, ils adopteraient l'attitude de prudence de la presse américaine, celle de *Newsweek* notamment, qui impressionnée par les contradictions des témoins de l'affaire Emmett Till, la netteté de la déposition du shériff et l'impartialité du juge Swango, n'a pas cru devoir s'élever contre un jugement qui a provoqué tant de vertueuse indignation en Europe.

La question nègre est plus sérieuse qu'on ne veut bien le dire et vaut d'être mieux connue.

Pour bien comprendre, il faut se souvenir que les Etats-Unis ne sont devenus ce qu'ils sont que parce que devant un flot d'immigration continu, a été établi le dogme de la suprématie nordique (sinon anglo-saxonne) et protestante : aucun homme qui ne répond à ces deux exigences ne saurait, en effet, accéder à certaines fonctions, à la présidence du pays notamment.

La règle est encore plus stricte sur le plan social que sur le plan politique. Un Rothschild n'est pas reçu au Jockey-Club de New-York et nombreux sont les « country clubs », les clubs de golf et les hôtels qui refusent l'accès de leurs salons et de leurs parcs aux hébreux.

Les juifs enragent contre cet exclusivisme qui se traduit même dans le domaine des affaires où de nombreux chefs de personnel appliquent impitoyablement la discrète consigne de mise à l'écart des employés juifs et nègres.

Les juifs américains veulent voir tomber les barrières devant eux. Pour hâter l'écroulement, il leur paraît habile et commode de mettre les nègres en avant.

Ce n'est probablement pas par hasard que la décision d'interdire la ségrégation raciale a été prise par le juge Warren à la Cour suprême. Cet organisme où se sont illustrés Brandeis et Frankfurter, pour ne citer que ces deux personnages, est étroitement surveillé par les Israélites, mais fidèles à une tradition déjà ancienne, ils préfèrent ne pas agir directement. Il se trouve toujours un aryen ambitieux pour sentir le vent et se lancer dans l'arène à leur place.

Warren n'était pas spécialement désigné pour un poste à la Cour suprême. Il avait plus fait carrière de politicien que de juriste.

C'est, sans doute, parce qu'il est politicien qu'en promulgant l'interdiction de ségrégation, il s'est référé, non à un précédent judiciaire, non à un article de la constitution, qu'il est chargé de faire respecter, mais à un ouvrage de propagande politique.

C'est ce que lui a reproché le sénateur du Mississippi Eastland, qui a déclaré, le 26 mai 1955, qu'en agissant ainsi, Warren violait la constitution américaine et s'arrogeait des pouvoirs législatifs et exécutifs.

Le discours du sénateur Eastland est du plus haut intérêt : il est, en effet, d'une extraordinaire précision ; ce n'est pas un morceau de vaine éloquence ; il ne contient que des faits impressionnants par leur nombre et leur importance.

Les « autorités modernes » sur lesquelles s'appuient officiellement Warren et la Cour suprême se réduisent, en effet, à un livre, écrit en 1944 par le socialiste suédois Mydral : *An American Dilemna,* livre inacceptable pour des Américains soucieux de l'honneur national, puisqu'il y est déclaré que la constitution des Etats-Unis est « inapplicable », « inadaptée aux conditions modernes » et que son adoption a été presque « un complot contre les éléments populaires » de la nation.

Analysant ce livre de quatorze cents pages, le sénateur Eastland établit que seize des « experts » et « savants » appelés par Mydral à rédiger 272 de ses articles et chapitres, ne sont que des communistes et des progressistes qui ont simplement répété les slogans en usage dans les milieux bolchevisants. Il donne les affiliations de chacun, cite leurs déclarations, leurs interventions en faveur de communistes poursuivis devant les tribunaux et commis-

sions parlementaires, sa documentation est irréfutable, car il l'a puisée dans les archives des commissions d'enquête sur les activités antiaméricaines de la Chambre des Représentants.

En lisant son discours, on peut que s'étonner de voir la légèreté avec laquelle une organisation, qui passe pour sérieuse comme la Fondation Carnegie, a pu confier à un professeur d'université suédoise de tendance progressiste une enquête sur une question américaine dont il avouait tout ignorer. L'excuse invoquée est qu'avec les fonds généreusement fournis, il pouvait s'entourer de toutes les compétences nécessaires et prendre toutes les garanties désirables. L'expérience prouve, malheureusement, que ces enquêtes sont toujours à sens unique : faites par des camarillas, elles tendent toutes à la subversion politique et sociale.

La doctrine sur laquelle est basé le régime des écoles américaines depuis quatre-vingt-six ans est celui des facilités « séparées mais égales », garanties par le 14ᵉ amendement à la Constitution.

Ce système cependant équitable, blesse deux catégories de personnes : les nègres « évolués » qui prétendent que lorsque la ségrégation, source d'inégalité, aura pris fin, le préjugé contre les gens de couleur disparaîtra ; les progressistes de toutes nuances qui trouvent le régime scolaire actuel, en particulier son enseignement, trop conservateur et cherchent à le bouleverser en amenant les Etats dont il relève en dernière analyse à accepter des subventions fédérales.

La décision du juge Warren ouvre théoriquement tout au moins, les écoles des Etats du nord aux nègres. Nous disons : théoriquement, car les nègres, habitant souvent des quartiers différents des blancs, n'auront pas, dans beaucoup de cas, de raison de changer d'écoles.

Dans les Etats du Sud où l'on s'inquiétait déjà des conséquences politiques de l'aide financière fédérale, la première réaction a été : Warren nous fournit une occasion excellente d'en finir avec une école publique qui menace de devenir un centre de propagande subversive.

Restait à trouver le moyen d'assurer aux enfants du peuple la possibilité d'une instruction gratuite.

Impressionnés par la violence des passions de leurs électeurs, plusieurs gouverneurs d'Etat ont aussitôt fait des déclarations catégoriques. Talmage, gouverneur de la Géorgie, a dit : « Je ne crois pas à l'association des blancs et des noirs sur le plan social ou scolaire. Tant que je serai gouverneur, cela ne se produira pas. » — « Dans les années à venir, a dit James Byrnes, la Caroline du Sud ne mêlera pas les enfants blancs et ceux de couleur dans les écoles. »

Les gouverneurs des Etats du Sud savent qu'en tenant un autre langage politique, ils risquent fort de n'être pas réélus. D'ailleurs, lorsque le Mississippi a procédé à l'élection d'un gouverneur, c'est un « farouche » partisan de la ségrégation, le procureur général Coleman, qui a été choisi.

Fait curieux et mal connu en Europe, les nègres qui ne subissent pas l'influence de la communisante *National Association for the Advancement of Colored People,* c'est-à-dire l'immense majorité dans le Sud, ne tiennent pas du tout à la fusion des races. Dans son interview à *U. S. News and World Report,* le sénateur Ervin, de la Caroline du Nord, citait ce mot de deux nègres, membres de la commission scolaire de l'Etat : « cette nouvelle interprétation de la constitution fédérale menace de détruire l'ordre social auquel nous sommes habitués et de troubler la paix dans de nombreux districts scolaires de l'Etat ». Au cours d'une réunion de masse, des blancs et des nègres de Géorgie ont fait signer des pétitions pour le maintien de l'état de choses actuel.

Blancs et noirs considèrent, en effet, que la ségrégation est *« une condition réelle et non une théorie »*. Les nègres tiennent autant que les blancs à leurs églises, à leurs organisations sociales et associations d'entr'aide. Chacune des deux communautés a son genre de vie auquel elle ne veut pas renoncer. Il sera donc facile aux membres des commissions scolaires locales de maintenir la ségrégation, par consentement mutuel dans beaucoup de districts.

Des difficultés surgiront dans les secteurs de population clairsemée ou dans les villes où la N.A.A.C.P. pourra inciter les mécontents à faire des procès aux autorités locales.

Ces dernières espèrent parer le coup en organisant la ségrégation non sur la base raciale, mais sur celle de « l'aptitude ». L'orientation, qui est déjà pratiquée à l'intérieur de chaque réseau d'écoles pour des raisons purement psychologiques et pédagogiques, sera développée de façon à maintenir en fait les blancs séparés des noirs.

Dans de nombreux comtés où le péril est plus grave, les commissions scolaires d'Etat préparent la cession des écoles publiques à des organismes privés et donneront une allocation aux familles désireuses de bénéficier de la gratuité. La Virginie devra seulement modifier sa législation qui ne permet pas d'allocation de ce genre, mais la modification se fera sans difficulté, faute d'opposition sérieuse.

Les Etats du Sud prévoient que, poussés par la N.A.A.C.P. et autres organisations « libérales », des nègres attaqueront cette procédure en justice et la feront interdire pas la Cour suprême, mais si l'agitation se développe, le nombre des procès sera si élevé que les tribunaux seront embouteillés pendant des années et que la Cour suprême n'aura

le dernier mot que d'ici à fort longtemps. Il lui faudra pratiquement obtenir le retrait des droits constitutionnels des Etats pour y parvenir.

Les esprits sont, en effet, très montés : les membres des commissions scolaires et des conseils de gestion des écoles qui, dans beaucoup de cas, remplissent leurs fonctions gratuitement, sont prêts à cesser toute activité s'ils risquent d'être poursuivis devant les tribunaux pour « mépris de la loi », rendant par leur abstention le fonctionnement des écoles impossible. C'est une vaste campagne de désobéissance qui s'organise, facilitée par la loi américaine qui interdit aux tribunaux de poursuivre d'office en matière civile.

Déjà, les commerçants noirs, qui se montrent trop avides de droits sont boycottés par les industriels blancs qui refusent de leur livrer des marchandises, de sorte qu'ils sont bientôt contraints de fermer des boutiques vides.

Ce moyen d'opposition à l'intégration n'est pas le seul et l'action concertée est conduite par des groupes fondés tout exprès : *Citizens Councils* dans le Mississippi, *Southern Gentlemen* dans la Louisiane, *White America* dans l'Arkansas, *Florida States Rights*, the *Patriots of North Carolina*...

Ces groupes sont décidés à aller jusqu'à la violence si, à la suite d'une victoire judiciaire, des nègres prétendent entrer dans des écoles où ils ne sont pas désirés. 96 % des commissaires scolaires ont signé un avertissement à ce sujet et les gouverneurs de plusieurs Etats sont prêts à user de leurs pouvoirs de police pour interdire des initiatives génératrices de troubles.

Certes, la décision du juge Warren a permis aux nègres de conquérir des avantages immédiats dans une trentaine d'Etats : ils sont plus nombreux à disposer d'un bulletin de vote ; les églises entretenues sur les fonds publics doivent leur être ouvertes, de même que les autobus, les parcs et les terrains de sports publics, mais plus le juge fait de générosités auxquelles le législateur s'est refusé jusqu'ici, plus les blancs s'organisent en vue de la défense. Les progressistes s'aperçoivent un peu tard qu'une décision judiciaire qui ne correspond pas aux mœurs est d'une application très difficile.

Les églises fréquentées par les deux races restent l'infime exception. Le hasard veut qu'il n'y ait jamais de chambre ou de table libre pour les nègres dans les hôtels et les restaurants les plus renommés. Certains Etats commencent à vendre leurs piscines et parcs publics à des associations privées afin de maintenir les cloisons étanches.

Le problème du logement est plus délicat. En 1917, une décision de la Cour suprême a interdit les zones d'habitations séparées pour chaque race. Presque partout, les

intéressés les ont maintenues en signant des accords particuliers d'interdiction de cession ou de location de maisons à des nègres. En 1948, la Cour suprême a déclaré ces conventions sans valeur juridique. Cela ne veut pas dire qu'il n'en existe plus et, dans la pratique, les nègres s'aperçoivent qu'il est très difficile de pénétrer en zone blanche. Il y a quelques années, des habitants de Chicago ont mis le feu à un immeuble où un Juif avait introduit un nègre contre le gré des blancs.

A Washington, les nègres ont été plus heureux, mais les zones dans lesquelles ils ont réussi à s'introduire se vident petit à petit de leurs éléments blancs qui s'installent dans des faubourgs situés, non dans le district de Columbia, mais en Maryland ou en Virginie, pays du Sud où ils sont mieux protégés.

De sorte que la population scolaire blanche de Washington, qui était de 59.582 en 1935 (contre 33.498 enfants nègres), est tombée à 38.768 (contre 68.877 noirs).

Edwin White, membre de la Chambre des Représentants du Mississippi, a exprimé le sentiment général lorsqu'il a écrit au *New-York Times,* le 1er décembre dernier :

*« La raison véritable de la persistance du Sud à maintenir la ségrégation est la préservation de l'intégrité raciale de sa population..., si les barrières de la ségrégation sont abaissées dans les églises, les écoles et dans tous les centres de vie communautaire, dans le Sud où les deux races éprouvent déjà des sentiments d'amitié, le résultat normal et inévitable, dans les années à venir sera le mariage mixte et le métissage de la population...*

*« Les gens du Sud sont invités, même par certains membres de commissions scolaires, à abandonner les droits innés de leurs enfants et de ceux des générations à venir. Jamais une telle exigence n'a été imposée à un peuple libre. Jamais dans l'histoire de la race anglo-saxonne, une coutume sociale ne lui a été imposée contre son gré. Prosternés devant Dieu, les parents blancs du Sud croient que la vérité est là ; ils ne se prêteront pas à la mort de leur race en envoyant leurs enfants à des écoles intégrées... »*

On ne peut qu'être ému par la noblesse de ce langage.

Il n'y a aucune raison d'avilir la race blanche, de faire du mulâtre l'élément principal de la population d'un territoire grand comme la moitié de l'Europe et de rendre méconnaissable celle des grandes villes du Nord.

L'exemple du Levant et du Brésil montre à quel degré de dégénérescence et d'immoralité peut tomber une population métissée. Nous, qui sommes à plus ou moins longue échéance menacés du même péril avec les nègres et les kabiles, ne saurions trop encourager la lutte contre ce fléau.

Georges OLLIVIER.

# La politique britannique et la guerre froide

L'actualité politique britannique a été marquée ces dernières semaines par trois événements décisifs. Sur le plan intérieur, le départ d'Attlee et la nomination de Gaitskell à la tête du parti travailliste doit permettre à celui-ci de refaire son unité et de regagner lentement le terrain perdu depuis les élections générales du 26 mai 1955, tandis que le remaniement du cabinet Eden, survenu peu après, va fortifier l'équipe gouvernementale en laissant à Sir Anthony les mains plus ou moins libres dans le domaine de la politique internationale, Butler étant devenu le véritable « cerveau » du party tory pour tout ce qui concerne les affaires nationales. Enfin, sur le plan étranger, Londres se prépare au retour de la guerre froide, que certains milieux prévoient « plus chaude » encore que sous Staline.

Dans le même temps, à New-Delhi aussi bien qu'à Rangoon, Boulganine et Khroutchtchev effectuaient un voyage triomphal, reçus comme les maîtres du monde par une population abrutie autant qu'ignare, flattée par l'accueil vraiment unique que leur réserva le pandit Nehru, neutraliste à œillères dont le cœur penche de plus en plus vers Moscou, Attlee, le petit Attlee médiocre, qui lâcha les Indes plus par fanatisme idéologique que par nécessité patriotique, entrait à la Chambre des Lords. Le même qui, au beau milieu de la guerre d'Espagne, montrait un poing plus chargé de haine que viril lors d'un défilé de brigades internationales, est aujourd'hui comblé d'honneurs dans son propre pays. On peut relever au sujet de ce socialiste en peau de lapin, qui demeura fidèle à sa vocation chinoise acquise en entrant pour la première fois à Westminster comme député du quartier chinetoque de Limehouse à Londres, puisqu'il rendit visite, durant l'été 1953, à Pékin et à Mao Tse Toung, une imposture semblable à celle qui continue d'entourer la personne de Mendès : lorsque Attlee annonça qu'il démissionnait de la direction du Labour,

toute la presse londonienne, celle de droite comme de gauche, lui décerna les plus flamboyants hommages pour sa carrière. Or le bilan d'Attlee ressemble curieusement à celui de Mendès : il est entièrement négatif et, de quelque côté qu'on l'examine, il ne laisse apercevoir rien de constructif ni de durable. Attlee a, certes, mené son parti au pouvoir en 1945 : mais le peuple anglais ne finit pas d'en payer le prix et les conséquences.

La personnalité de Hugh Todd Naylor Gaitskell, qui a succédé à Attlee comme chef de l'Opposition au Parlement, est relativement peu connue. Le grand hebdomadaire « The Observer », dont nous ne partageons généralement pas les points de vue mais dont l'information fait autorité, attribue à Gaitskell des qualités d'intelligence, de décision, de courage et d'intégrité en même temps que d'énergie. Et, comme si tout cela ne suffisait pas pour un seul homme, il ajoute : « Il bénéficie aussi d'une chaleureuse vie de famille ». La revue « Spectator » relève pour sa part un propos de Gaitskell déjà ancien : « Toute ma vie j'ai été un socialiste modéré ». Face au bevanisme, en effet, Hugh Gaitskell était considéré comme le chef de file des modérés au sein du Labour. Cela lui valut, comme à Attlee, d'être qualifié un jour de « machine à calculer desséchée » par un représentant de l'aile gauche travailliste.

Gaitskell appartient à la bourgeoisie aisée et, s'il est maintenant socialiste, c'est parce qu'il a subi l'influence de certains milieux de gauche lors de ses jeunes années passées à Oxford. En 1926, lors de la grève générale, il se rangea du côté des grévistes et contribua à leur lutte en transportant de Londres à Oxford des stocks d'exemplaires du « British Worker ». Mais l'expérience politique du nouveau leader est relativement récente, puisqu'il n'entra à Westminster qu'en 1945 ; adjoint tout d'abord du fameux Dalton, il devint ministre des Approvisionnements en 1947, puis, peu après, remplaça Cripps au poste de chancelier de l'Echiquier. Après avoir tenu un rôle équivoque en Autriche, sous Dolfuss, où les socialistes britanniques l'envoyèrent en mission (un rôle, d'ailleurs, dont il préfère aujourd'hui ne pas se souvenir) et après avoir été un adversaire de la conciliation de Munich, Gaitskell développa pendant la guerre sa personnalité et son talent : « La guerre, a écrit un quotidien londonien, lui permit de goûter aux hautes fonctions, lui donna de l'autorité et lui permit de discipliner son ambition comme d'apprendre à administrer ». Il n'y eut ainsi rien d'étonnant à ce que, en 1950, à quarante-trois ans, Hugh Gaitskell devînt le plus jeune chancelier de l'Echiquier depuis le père de Winston Churchill. Il n'occupa pas longtemps cette fonction, et il n'y fut certainement pas plus mauvais que son prédécesseur Stafford Cripps.

On ignore encore pour l'instant dans quelle mesure la politique travailliste va se modifier sous l'impulsion de son nouveau leader. L'élection de Gaitskell à la direction du Labour confirme la tendance de celui-ci à passer de plus en plus entre les mains d'intellectuels et d'universitaires, aux dépens de représentants plus authentiques de la classe dite ouvrière. Les Shinwell, les Greenwood, les Bevin et les Bevan, enfants du peuple élevés dans la haine des riches et des tories, cèdent toujours davantage la place à des Crossman, des Younger, des Strachey et des Wilson, intellectuels formés dans les meilleures écoles. Cela indique suffisamment que le parti travailliste devient de moins en moins ouvrier. La victoire de Gaitskell, qui emporta le poste suprême du parti par 157 voix contre 70 à Bevan et seulement 40 à Morrison (un autre « enfant du peuple » : il était garçon de courses, jadis) confirme encore cette tendance. Tendance qui, au demeurant, ne peut pas se montrer que nécessairement favorable : un Crossman, un Wilson « firent » le bevanisme encore davantage qu'Aneurin Bevan lui-même.

D'aucuns prétendent qu'une sorte d'accord serait intervenue entre Gaitskell, représentant l'aile modérée, et Wilson incarnant l'aile gauche, pour faire momentanément passer les problèmes de doctrine au second plan, afin d'achever d'abord le rajeunissement nécessaire des cadres et parer au plus pressé, en l'occurrence regagner les électeurs hésitants dans les trente-cinq circonscriptions qui furent perdues par les travaillistes le 26 mai dernier.

***

Si le Labour party a éprouvé la nécessité de placer à sa tête un homme relativement jeune et « neuf », par contre le cabinet conservateur a ressenti le besoin d'un remaniement complet et général. Sir Anthony Eden, qu'on appelait ces derniers temps « Monsieur Oui-Non » parce qu'il semblait incapable de prendre une seule décision importante par lui-même, a finalement consenti à ce remaniement, encore qu'il paraît qu'on lui ait forcé la main en profitant de sa grippe habituelle.

Ce remaniement, au juste, pourrait aisément être qualifié de « crise » : six ministres furent poliment « démissionnés » par le chef du Gouvernement, tandis que plusieurs autres rétrogradaient. Richard Butler, lui, jusqu'ici chancelier de l'Echiquier, est devenu lord du sceau privé et leader de la Chambre des Communes. Cette nouvelle fonction en fait l'organisateur à long terme de la politique conservatrice : il y sera chargé de mettre de l'ordre. Alors que le bruit persiste que Butler se prépare à remplacer Eden à la tête du Gouvernement, la rumeur circule égale-

ment que Butler abandonna l'Echiquier à la suite d'un désaccord fondamental avec Sir Anthony au sujet du budget extraordinaire d'automne, que le premier voulait résolument austère contrairement au second qui craignait de s'aliéner ainsi une nouvelle partie du corps électoral. C'est Harold Macmillan qui devient nouveau chancelier de l'Echiquier : « On lui souhaite, notait ironiquement le « Daily Herald », plus de chance avec la livre sterling qu'il n'en eut avec Chypre ». L'ancien Foreign secretary, qui à plusieurs reprises se trouva en désaccord avec son « patron » Eden, ne brilla pas particulièrement aux Affaires étrangères ; il y est remplacé par un « jeune », Selwyn Lloyd, gallois comme Lloyd George et Bevan, « homme d'Eden » après avoir été, lorsque les conservateurs formaient l'Opposition, un lieutenant de Butler. Grand ami des Américains, Selwyn Lloyd va s'efforcer de consolider les relations anglo-américaines.

Plusieurs organes de la presse londonienne se sont étonnés de ces mutations: Macmillan ne passe pas pour posséder une sagacité financière exceptionnelle, tandis que Selwyn Lloyd, réputé dans les milieux de l'O. N. U. où il haussa parfois le ton de la voix, est pratiquement un inconnu dans les grandes capitales. Enfin, le nouveau ministre de la Défense, Sir Walter Monkton, est considéré comme pacifiste : c'est aussi le troisième ministre de la Défense en quinze mois, ce qui ne manque pas de surprendre les milieux militaires. Après sept mois comme leader du Gouvernement, depuis la démission de Churchill, il semble bien également que l'étoile d'Eden a définitivement pâli, même chez ses sympathisants les plus fidèles. L'explication de ce profond remaniement ministériel est probablement que, devant le retour brusque si violent de la guerre froide, le besoin se posait de fortifier un cabinet formé à l'époque où les milieux britanniques croyaient naïvement à la détente et à « l'esprit de Genève ». Certes, le Gouvernement dans sa perspective actuelle ne présente guère de changements notables sur le plan de la politique européenne et mondiale. M. Eden, qui va pouvoir reprendre davantage en mains les Affaires étrangères de son pays, demeure dans notre souvenir le dandy de la S. D. N. l'antimunichois et le partisan des sanctions contre l'Italie de Mussolini, avant d'être à Genève, deux étés de suite (lors de la conférence sur l'Indochine puis, août dernier, lors de la rencontre des « Quatre Grands »), un interlocuteur un peu trop zélé des Soviets.

***

C'est Eden qui, dans l'euphorie « coexistentialiste » de l'été dernier sur les bords du lac Léman, invita Boulganine et Khrouchtchev à venir visiter la Grande-Bretagne ce

printemps. A la suite de la reprise de la guerre froide, de Kaboul à Berlin et de Rangoon au Caire, à la suite également des propos violents tenus par Khrouchtchev devant les Hindous contre le monde occidental en général et la Grande-Bretagne en particulier, cette invitation hâtive autant que maladroite, inopportune et inutile, risque bien d'être annulée. « Khrouchtchev, a écrit le « Daily Mail », est manifestement capable d'abuser de notre hospitalité pour déclencher une attaque frontale contre nos alliés américains, peut-être même lors du banquet prévu à Buckingham Palace ! » Le « Daily Telegraph » nota pour sa part que, d'organiser une parade le long du Mall comme cela se fait généralement pour les visites de chefs d'Etat étrangers et une réception à Mansion House pour les chefs soviétiques, « demanderait de notre part une intolérable mesure d'hypocrisie ». L'organe conservateur ajoutait : « La vérité est que cette invitation fut faite sous la comique illusion que Khrouchtchev était une sorte de paternel sergent-major, une sorte de version russe d'Ernest Bevin, dont le communisme pourrait être adouci au contact de la chaleur de la civilité occidentale. Cette invitation faisait partie de la supposition populaire selon laquelle la tyrannie peut être modérée en ignorant la réalité — à savoir que Khrouchtchev possède un des plus retentissants records criminels — et en se préoccupant de son aspect extérieur seulement. Le résultat, c'est que nous allons devoir subir une visite aussi sans objet et aussi misérable que celle de Pierre le Grand au XVIIe siècle ».

Ces diverses remarques ne sont guère flatteuses pour Sir Anthony, surtout provenant d'organes de presse reflétant l'opinion de son propre parti. Il n'est pas invraisemblable que le récent remaniement de cabinet ait donc eu pour objectif de restreindre tant soit peu le pouvoir d'Eden, qui accumule gaffes sur gaffes. Face à la recrudescence de la guerre froide officiellement admise par le Foreign Office, le cabinet britannique a dû faire peau neuve. La politique de détente ayant lamentablement échoué, le Gouvernement, avec une équipe modifiée et renouvelée, va durcir son attitude face à l'expansion soviétique. Il n'est d'ailleurs pas hors de question que d'autre personnalités soient « démissionnées » à leur tour dans les semaines à venir. Dans une retentissante déclaration faite l'autre jour à la Chambre des Lords, le vicomte Astor a formellement dénoncé l'existence d'une puissante cinquième colonne en Grande-Bretagne, dont les activités s'étendraient jusqu'à Whitehall dans les différents Ministères (même après l'affaire Burgess-Maclean, un certain nombre de fonctionnaires corrompus demeurerait en place), jusqu'aux milieux scientifiques et jusqu'à l'église d'Angleterre (dont l'influence reste considérable sur l'ensemble de la nation). « Pour la pre-

mière fois depuis le règne de la première Elizabeth, précisa le vicomte Astor devant les pairs du Royaume-Uni, l'existence d'une cinquième colonne dans ce pays doit être reconnue. »

Il devient de plus en plus évident à Londres que l'U. R. S. S. n'a renoncé à aucun de ses desseins d'hégémonie mondiale. C'est pourquoi, alors que différentes mesures sont prises pour faire réplique à la guerre froide qui se réchauffe (nouveau plan de Colombo en vue, accélération du réarmement germanique, poursuite des expériences atomiques, épuration intérieure, etc...) de nombreux Britanniques se demandent si la venue des « duettistes de Moscou » est vraiment indispensable, et d'autre part si les attitudes politiques d'Eden, face aux manœuvres du Kremlin, ne sont pas périmées...

Pierre HOFSTETTER.

# L'organisation militaire soviétique (II)

### III. — *COMMANDEMENT SUPREME ET POLITIQUE DU MORAL.*

Dans tous les pays, quel qu'en soit le régime, il est admis qu'à l'échelon suprême, *la direction de la guerre* appartient au gouvernement qui coordonne l'ensemble des activités nationales, définit les buts politiques, choisit les grands chefs militaires, suscite leurs avis, oriente, critique et finalement approuve leurs plans stratégiques, c'est-à-dire : la conduite de la guerre.

En U. R. S. S., l'instance supérieure de l'exécutif (le Politburo) est théoriquement collégial et, en 1941, était pratiquement individuel et dictatorial du fait de l'autorité personnelle acquise par son président : Staline, à la fois secrétaire du Parti. L'organe de direction de la guerre émana donc du « Politburo » et eut les mêmes caractères apparents et réels. C'était le G. K. O. (Commission de défense de l'Etat) composé de cinq à huit membres du « Politburo » sous la présidence déterminante de Staline, conseillé par un organisme militaire, le *Stavka* (grand Quartier général) groupe d'une dizaine de maréchaux et généraux de haut rang utilisant comme instrument de travail l'Etat-Major général de l'armée et englobant obligatoirement le chef de celui-ci. *Le « Stavka » assumait de manière très rigoureuse la totalité de la fonction stratégique* ; ses décisions, toujours très prudentes, n'admettaient aucune indépendance de vue chez les subordonnés il participait même à la conduite des opérations en détachant temporairement de son sein quelque grand exécutant de confiance (Joukov, Vasilevsky, etc...) chargé d'une manœuvre de vaste envergure englobant deux ou trois « fronts » ou groupes d'armées (1).

(1) Chapochnikov, chef de l'Etat-Major général, fut l'organisateur du « Stavka » et son chef, d'octobre 1941 à novembre

***Le rôle effectif de Staline fut celui du chef de Gouvernement assurant la direction de la guerre par la soudure du politique et du militaire,*** c'est-à-dire, très exactement, celui que remplirent, de leur côté, Roosevelt, chef de l'Etat, chef du Gouvernement et chef théorique des forces armées des U. S. A. comme Churchill, premier ministre du Souverain du Commonwealth britannique. Certes il exerça son autorité avec plus de rigidité, dans un décor et sous des formes plus militaires parce que le régime soviétique est totalitaire et parce que l'U. R. S. S. se trouvait envahie mais il se garda soigneusement de l'aberration d'Hitler imposant, à partir de la fin de 1941, ses propres conceptions stratégiques. Sa formation militaire (expérience de la guerre civile, étude de Clausewitz d'après les conseils de Lénine, stage en 1930 à l'Académie de guerre sous la direction de Chapochnikov, large information non dépourvue de lacunes) lui eût sans doute rendu dangereuses des initiatives analogues mais elle était suffisante pour lui permettre de comprendre et choisir judicieusement les solutions proposées par ses conseillers. Toute manœuvre stratégique est simple ; son seul mérite est qu'à un moment et dans certaines circonstances, elle se trouve la synthèse nécessaire de données techniques nombreuses et complexes ; un esprit exercé et informé la comprend et l'apprécie aisément ; la concevoir est une autre affaire.

Il est fort probable que Staline ne s'exagérait pas l'étendue de son action proprement militaire mais, parce qu'il était prudent, jaloux de son pouvoir et bon connaisseur du peuple russe, il jugea nécessaire de s'auréoler du prestige de l'uniforme et des grades ; il se fit successivement maréchal et généralissime ; il se créa systématiquement une légende de grand chef omniscient et d'homme-drapeau. Ce n'était du reste qu'un aspect de cette *politique du moral* auquel les Bolcheviks attachent

---

1942 (date d'une grave maladie). Joukov, chef de l'E. M. G. de février à octobre 1941, en resta membre comme premier commissaire adjoint à la défense près de Stalingrad ; Vasilewski, deuxième commissaire adjoint en fut le chef à partir de novembre 1942, il était remplacé, lors de ses missions au front, par le général Antonov qui lui succéda en titre au cours de 1945. Timochenko fut membre du « Stavka » en 1943 et 1944. Il y avait aussi quelques généraux d'Etat-Major et les grands spécialistes de l'artillerie (Voronov), du génie, des transmissions, des blindés, de la cavalerie (Boudienny) des arrières, de la marine et de l'aviation.

d'autant plus d'importance qu'ils savent comment fut machiavéliquement ruiné celui de l'armée tsariste. En U. R. S. S. la fidélité du peuple est assurée par :

— un endoctrinement idéologique incessant,

— une surveillance perpétuelle par la police,

— la peur de sanctions sévères,

— l'appât d'avantages individuels.

C'est aux mêmes mobiles qu'on recourut pour exalter et maintenir le moral du soldat, avec comme adjuvants, au cours de la guerre, l'appel à la haine de l'ennemi, au patriotisme traditionnel et à la foi orthodoxe dont on peut se demander s'ils n'ont pas été parfois plus efficaces que les autres. Le corps des officiers constitue une classe privilégiée, jouissant d'avantages très différenciés entre subalternes et supérieurs, supérieurs et généraux ; il devient de plus en plus homogène à mesure que le temps élimine les anciens tsaristes et les anciens combattants de la guerre civile pour les remplacer par des jeunes gens sortis des écoles ; il tend même à prendre le caractère d'une caste en raison de la forte proportion des fils d'anciens combattants et de militaires professionnels issus des écoles préliminaires de cadets ; il est très fidèle au régime. Les « Zampolits » ont la haute main sur l'instruction civique, le service social, les distractions, la rédaction du journal de l'unité, la censure des paroles et des actes ; ils utilisent pour leur action les cellules du parti et des « komsomols » (jeunesses communistes) constituées dans les unités (compagnies ou bataillons). A leur surveillance se superpose, en temps de guerre, celle des officiers de contre-espionnage, policiers mobilisés du M. G. B. (ancien Guépéou) disposant des détachements de surveillance de l'arrière. La discipline est rude, car si les petites sanctions sont uniquement morales (blâmes divers), les punitions effectives sont sévères sans pour cela être rares. Le code militaire soviétique est le seul qui prévoit la peine de mort pour refus d'obéissance en temps de paix. Les prisonniers des premières défaillances ont été à leur retour traités en traîtres et les autres, en coupables. Les distinctions individuelles, multiples ont été si abondamment distribuées, surtout aux membres du parti, qu'en 1945 certaines commençaient d'être dépréciées ; mais, dans l'ensemble, elles continuent à être portées avec fierté ; il en est de même de l'uniforme de la garde, récompense collective attribuée à certaines unités avec de sensibles avantages de solde. Au cours des hostilités, fut facilitée l'admission des combattants au parti dont l'effectif passa de 3 millions à 6.

## IV. — *ORGANISATION GENERALE.*

L'organisation générale des forces armées soviétiques en 1945 comporte un certain nombre de particularités très remarquables qui s'expliquent par la géographie de l'U. R. S. S., sa démographie, son régime, sa situation internationale, les héritages intellectuels de ses cadres et les leçons de la lutte en cours.

Son immense superficie continentale frôlée par quatre mers séparées et son alliance avec les Anglo-Saxons maîtres des océans et de l'air suffisent à expliquer *l'absolue primauté de ses forces terrestres et la modestie relative des aériennes et navales qui leur sont du reste subordonnées.*

L'étendue des surfaces boisées et marécageuses, la médiocrité quantitative et qualitative d'un réseau routier impraticable par les automobiles en saisons de dégel ou de pluies, l'importance du cheptel chevalin (10.800.000 têtes pour 2.407.000 en France) l'insuffisance du parc automobile ainsi que des ressources pétrolifères abondantes mais non illimitées justifient non moins naturellement le maintien *de nombreuses unités à trains hippomobiles ainsi que d'une cavalerie de* 600.000 *chevaux.*

D'autres particularités comme le *nombre considérable des grandes unités mises sur pied, leur volume réduit, la forte proportion de leurs combattants effectifs, l'importance de la réserve générale d'artillerie* qui opposent, du reste, directement l'organisation russe à l'américaine, s'expliquent par le concours de causes d'ordres divers. La stratégie française victorieuse en 1918 avait trouvé l'un de ses moyens les plus efficaces dans le jeu d'abondantes réserves générales d'artillerie venant renforcer et adapter à leurs missions les grandes unités des secteurs offensifs ; ce processus avait vivement frappé Voronov, futur maréchal de l'artillerie et auteur, lors de son passage à l'Académie Frounze, d'une thèse intitulée : « Développement et influence de la technique de l'artillerie sur la stratégie et la tactique au cours de la première guerre mondiale ». Un pays comme l'U. R. S. S. riche, dès le temps de paix, en cadres supérieurs, a tendance à mobiliser le maximum de grandes unités de faible volume pour mettre à la disposition de son commandement un clavier aux combinaisons multiples ; alors qu'un état contraint comme les U. S. A. d'improviser une puissante force militaire dans une pénurie initiale de cadres est conduit à créer de grandes unités très étoffées même si le nombre doit en être réduit parce que comme l'a déclaré le général Marshall,

si l'on peut former des combattants en dix-sept semaines, il faut plus d'un an pour mettre sur pied une division apte à entrer en campagne (1).

Enfin, une armée recrutée parmi des populations habituées à une vie rude, sans confort et généralement rurale peut se contenter d'une logistique sommaire et comporter une proportion de combattants exceptionnellement forte (80 % en Russie pour 23 % aux U. S. A. d'après le général Marshall). Une division d'infanterie russe à trains hippomobiles compte 9.300 hommes dont 8.000 combattants effectifs luttant jusqu'à usure tandis qu'une américaine (toujours motorisée) dépasse 17.500 dont seulement 10.000 combattants réels, sans cesse recomplétés.

L'échelon corps d'armée est exceptionnel chez les Soviétiques et l'armée qui y a pour ossature trois ou quatre divisions d'infanterie, peut être grossie d'éléments de réserve générale et de formations blindées ou mécaniques doublant au moins ses effectifs ; c'est la première grande unité opérationnelle car la division ne manœuvre guère et ne fait que coordonner l'action des diverses armes dans son secteur. L'échelon supérieur, immédiatement subordonné au « Stavka » est le « front » ; c'est un organisme qui tient à la fois du « groupe d'armées » et du « Théâtre d'opérations » des Allemands et des Occidentaux mais dont les effectifs n'excèdent guère un million d'hommes et dont le rôle est purement opérationnel car, du point de vue stratégique, il est coiffé par le « Stavka » ou, avec son ou ses voisins immédiats, par un émissaire de celui-ci ; il compte en général cinq ou sept armées, une ou deux armées de l'air tactiques (1 ou 2 milliers d'avions), se déploie sur une largeur de 200 à 250 kilomètres, une profondeur de 80 et peut avoir autorité sur une zone de l'arrière profonde de quelque 300. L'artillerie (y compris les antichars, les antiaériens, les lance-fusées, les automoteurs) n'a cessé de croître (15 % des effectifs en 1941, 50 % en 1945) et plus de la moitié est entrée dans la constitution de gigantesques réserves générales (2) qui s'articulent en divisions de 300 pièces mises temporairement à la disposition d'une armée ou d'un « front ». On a même vu constituer des armées d'artillerie d'un millier pour appuyer certaines ma-

(1) L'U. R. S. S. mobilisa, en tout, 550 divisions de toutes natures et les U. S. A., 97.

(2) La réserve générale d'artillerie, créée à la fin de 1941 par le futur maréchal Voronov fut, en 1943, considérablement grossie par prélèvement du deuxième régiment organique des divisions d'infanterie.

nœuvres offensives ou réaliser certains colmatages de grande envergure. En fait, l'arme considérée comme le plus puissant moyen de destruction a joué un rôle plus important que dans les autres armées.

L'organisation soviétique des chars et des formations mécaniques a été bien plus influencée par les conceptions officielles françaises et anglaises que par les allemandes ou américaines (1). Elle implique une distinction essentielle entre : d'une part, *les brigades de chars* fortes d'une soixantaine d'appareils moyens (et éventuellement lourds) d'une trentaine de canons automoteurs ou antiaériens et destinées aux coups de bélier, d'autre part, les *brigades mécaniques* comprenant une dizaine d'automitrailleuses, une quarantaine de chars, une vingtaine de canons automoteurs ou antiaériens, un régiment d'infanterie motorisée et vouées aux missions de cavalerie (exploration, reconnaissance, poursuite). Ces brigades sont affectées en renfort à des divisions ou des armées ; elles peuvent être groupées par 4 (3 chars, une mécanique) en *corps blindés* forts de 200 chars et d'une centaine d'auto-moteurs, en particulier pour les actions d'exploitation et de poursuite. Leur nombre n'a cessé de croître au cours du conflit.

*L'organisation des arrières est très centralisée sous un commandement autonome qui relève des « fronts » ou directement du « Stavka »* ; elle dispose des troupes de chemins de fer de construction et d'entretien des routes, des services de l'intendance, des carburants, automobile, sanitaire, vétérinaire ; elle assure une logistique très simplifiée, à base de transports ferrés et d'exploitation des ressources locales qui accorde une priorité absolue aux munitions et aux carburants.

Une particularité bien caractéristique du régime est l'existence d'une *armée de l'intérieur* pour la sécurité des arrières, relevant du M. G. D. et forte de 750.000 hommes dès 1941.

---

(1) L'organisation américaine et, originellement l'allemande comportaient des divisions blindées à tout faire ; la française comme l'anglaise, des formations vouées à la rupture (bataillons de chars autonomes et divisions cuirassées d'une part, « Army tank brigade » d'autre part) et d'autres, aux missions cavalières (divisions légères mécaniques ou divisions mobiles mécaniques).

## V. — *PRINCIPES ET STRATEGIE.*

Depuis Jomini et Clausewitz tous les théoriciens de la guerre se sont efforcés d'en dégager les principes immuables et, comme il s'agit de simples règles de bon sens, ont abouti à des conclusions de formes différentes mais de fond à peu près identique.

C'est par l'accent porté sur quelques-uns de ces principes que se décèle l'esprit d'une doctrine militaire. Initialement, la soviétique, fidèle à la pensée de Frounze, exalte exclusivement *l'offensive* et *la manœuvre* qui seules apportent la décision, L'expérience des premiers revers introduit plus de nuances. Si l'on continue de prôner la primauté de l'offensive, la prise et la conservation de l'initiative de la manœuvre on voit déclarer explicitement que les circonstances et le rapport des forces peuvent imposer *la défensive* mais active et visant au plus tôt à la contre-offensive ; on voit aussi insister sur les principes générateurs de la puissance qui garantit la liberté d'action : l'économie *des forces* pour la *concentration du maximum de moyens sur les directives décisives,* la coordination des armes pour *l'unité d'action,* la constitution de puissantes réserves pour *la conservation des résultats acquis* et *l'entretien du mouvement en avant* (1). Bien entendu, la liste des principes se complète par ceux de *surprise,* de *sécurité* et *d'anéantissement des forces organisées de l'ennemi* ; mais l'ensemble de son accentuation laisse prévoir une stratégie de masse et de prudence et cette impression s'accentue encore quand on prend connaissance de ce que Staline appelait « *les cinq facteurs permanents agissant sur la victoire :*

— Stabilité des arrières ;
— Maintien du moral ;
— Qualité et quantité des troupes ;
— Puissance de l'armement ;
— Facultés d'organisation du commandement.

La stratégie défensive pratiquée de juin 1941 à la fin de 1942, n'a pas été choisie délibérément mais, comme en 1812, imposée par les succès de l'adversaire et facilitée par les dimensions, le climat et la topographie du théâtre. Elle a consisté essentiellement en une combinaison de manœuvres en retraite de défensives sans esprit de recul et de contre-offensives par-

---

(1) Cela fait penser à l'image de la marche du perroquet chère à Foch : n'avancer une patte que quand l'autre est solidement fixée.

tielles. Sa conduite, étroitement centralisée par le « Stavka », l'obstination du soldat russe et le manque d'initiative des cadres subalternes, entraînèrent souvent des pertes superflues. Les phases de manœuvre en retraite avec « la tactique de la terre brûlée » étaient ponctuées par des résistances limitées sur de grandes coupures fluviales, des replis partiels avec raccordements par bretelles, des coups de boutoir prenant généralement des localités importantes pour pivots ; celles de défense sur place comportaient des suites de contre-attaques et de colmatages dans des zones de combat parfois profondes de plus de 100 kilomètres.

La stratégie offensive de 1943-45 reposa essentiellement sur des opérations de grande envergure impliquant l'action coordonnée de plusieurs « fronts » visant, par leurs directions largement espacées en raison de la pauvreté des communications, l'encerclement de l'ennemi à la suite d'une série de doubles enveloppements, rythmées par des phases de consolidation des gains et se développant non seulement en profondeurs mais aussi en largeur par l'extension progressive de la base d'attaque initiale. La masse offensive, rassemblée à une soixantaine de kilomètres en arrière, n'était amenée à pied-d'œuvre qu'au dernier moment ; elle était de quatre à six fois supérieure aux forces prises à partie. Les préparatifs, considérables, demandaient généralement deux mois.

A l'encontre de la stratégie allemande du « Blitzkrieg » qui demandait beaucoup à la bataille d'anéantissement à l'attaque initiale foudroyante avec le maximum de moyens suivie d'une exploitation et d'une poursuite extrêmement audacieuses et poussées à fond la stratégie soviétique de 1943-45 a conquis la victoire par des campagnes d'anéantissement, par des successions d'attaques soigneusement étudiées, aux puissances et ampleurs croissantes, par des batailles montées en séries, mettant en œuvre des masses d'effectifs et de matériels largement échelonnées en profondeur pour consolider les avantages et entretenir la poussée en avant, par un scénario rigide et prudent dans ses développements bien que les procédés d'exécution tactiques consentissent, comme nous le verrons, des pertes considérables. Dans plus d'un de ces aspects, on discerne une évidente influence de la stratégie de Foch en 1918.

Le rôle des forces navales et aériennes fut en U. R. S. S. si secondaire et subordonné qu'on hésite à en parler au chapitre stratégie. Toutefois, dans un but de clarté, il semble qu'il vaille mieux, dès maintenant, épuiser le sujet à leur propos.

La marine ne fut qu'un auxiliaire de l'armée de terre dont

elle prolongea et couvrit les flancs et ne participa qu'à des opérations amphibies de médiocre ampleur.

Les forces aériennes (sans tenir compte de l'aviation civile) formaient alors cinq branches distinctes :

— la plus importante de beaucoup, l'aviation militaire, fraction de l'armée, représentait les deux tiers des avions soviétiques y compris les civils ;

— l'aviation navale était subordonnée à la marine ;

— l'aviation de bombardement stratégique à grande distance et

— les troupes aéroportées constituaient des formation autonomes relevant de l'armée ;

— la chasse d'interception était un des organes de la Défense aérienne du territoire elle-même subordonnée à l'armée.

Les quatre dernières n'ont joué que des rôles secondaires parce que tel était le rôle de la marine elle-même, parce que le gros des bombardements stratégiques fut assuré par les Anglo-Saxons, parce que les formations aéroportées et en particulier les parachutistes ne furent guère utilisées que pour assurer les liaisons avec les partisans ; parce que la « Luftwaffe » se limita presque exclusivement aux missions tactiques et ne menaça guère la profondeur du territoire. L'aviation militaire assura les quatre variétés de missions tactiques : le bombardement, l'assaut, la chasse et la reconnaissance. Son rôle essentiel fut (sous la protection de la chasse qui ne cessa de se développer) d'aider les forces terrestres en leur fournissant avec ses bombardiers légers, les feux d'une artillerie à très longue portée, avec ses avions d'assaut, un appui direct de l'infanterie et des blindés. La reconnaissance rapprochée était assurée par la chasse et l'aviation d'assaut éloignée par le bombardement. Toutes les unités, jusqu'à la division (de 100 à 150 appareils) étaient homogènes sauf la division d'assaut qui pouvait comporter de la chasse. Le corps aérien (de 350 à 500 avions) et l'armée aérienne (de 1.000 à 1.500) étaient hétérogènes. Normalement l'armée aérienne était subordonnée à un « front » et détachait, pour des missions précises, des sous-unités en appui des armées ou des divisions ; exceptionnellement celles-ci pouvaient se voir rattacher de l'aviation. Le matériel, dans l'ensemble satisfaisant. comportait souvent des imperfections génératrices d'accidents ; les instruments de bord étaient sommaires ; les équipages, très souvent rapidement instruits, astreints à des formations de vol rigides, manquaient d'initiative et étaient peu entraînés aux vols de nuit ou par tous les temps ainsi qu'aux bombardements précis.

Jean PERRE.

# Les Livres du mois

« *JOURNAL D'UN HOMME OCCUPE* » de Robert Brasillach
(*Edit. Les Sept Couleurs*)

Ce qui fait l'unité de l'œuvre de Robert Brasillach, c'est le souvenir.

A travers les romans, les essais, les chroniques, les poèmes, la même voix nous redit le temps qui a passé, les courses sur les collines, l'arbre de mai, et les couleurs grises et douces du Paris de l'adolescence. Dans cette œuvre — une des plus discrètes qui soit, des plus éloignées de la confession — se renoue sans cesse, d'un ouvrage à l'autre, d'un genre à l'autre, la même chaîne : petits faits sans apparence, souvenirs personnels qui ne dévoilent aucun secret, mais font sentir la présence du Temps.

Présence du Temps, qui est aussi présence unique de l'auteur. Et à vrai dire, il n'y a pas de *genres* dans l'œuvre de Brasillach : théâtre, albums d'images, articles politiques ou souvenirs, c'est toujours la même présence à soi à travers le temps qui est recherché avec un entêtement naturel et génial.

Mêlant ses souvenirs à ses romans, il souhaitait d'autre part que ses livres de souvenirs se lisent comme des romans. « L'on n'a pas coutume d'écrire ses mémoires à trente ans, écrivait-il dans la préface de Notre Avant-Guerre, aussi bien ne sont-ce pas des mémoires... mais quelques images que j'ai rassemblées ». Pour cette suite de souvenirs, qui va de la guerre à son procès, on a pu cette fois compléter sans hiatus ce qu'il n'avait pu achever de rédiger avec quelques-uns de ses plus beaux articles politiques. C'est le même ton, c'est la même voix. Notant pour lui-même ses impressions du camp de prisonniers, écrivant pour quelques jeunes gens son sentiment sur les relations franco-allemandes, c'est la même honnêteté, la même poésie, la même humanité et, disons, la même bonté. Nous connaissons à peu près tous les détails qu'il nous rapporte : dès les premières lignes, nous retrouvons avec un enchantement triste cette manière de dire, *d'être là avec nous*. La guerre, la défaite, l'oflag, l'espérance de la Révolution Nationale, le grand printemps de l'année tournante, l'été du destin, nous revoyons ces images que jamais pour nous *l'Histoire* n'absorbera tout à fait, belles, amères, parfois dérisoires.

Educations sentimentales et intellectuelles : l'apprentissage parfois désenchante. Le ton est plus grave, le grand soleil sur les collines s'est caché, le ciel est gris. Jamais la présence de l'homme seul dans un paysage incompréhensible n'a été plus poignante. Nous relisons ces articles dont nous nous disions en 1944 qu'ils suffiraient à le protéger par la hauteur tellement évidente à laquelle ils se situaient et que précisément nous entendîmes utiliser pour le condamner plus sûrement. « Mon pays me fait mal », disait-il; romantisme ou plus élémentaire bon sens ? C'est la question qui, en nous, reste toujours posée, mais que, par sa compréhension sacrifiée, il nous aide à aborder plus calmement. Nous comprenons ce qui, dans la politique, tient au sentiment, ce lien que lui n'a jamais caché, que d'autres, que l'on dit plus tard moins légers, ont caché. Quand nous disons ceux qui l'ont tué, de sombres assassins, on dit que nous faisons de la politique et nous le croyons parfois nous-mêmes. Il viendra un temps où il sera admis comme une évidence qu'il fut un des témoins les plus objectivement conscients de son temps, et qu'à sa mort, ce ne sont pas ses amis, mais ses ennemis qui avaient intérêt à cacher la vérité, la vérité sur toute son époque.

L'œuvre la plus fortement politique est toujours celle qui, sans renier cet aspect, n'est qu'accessoirement politique. La sienne était de celles-là. L'analyse la plus lucide est toujours celle qui tient compte de la passion ; la sienne était encore de celles-là, magnifique, abandonnée à ses conséquences. Nous avons pu nous-mêmes, à un certain moment, croire cette œuvre légère, rose. Nous savons, aujourd'hui, en relisant ces évocations les plus liées à l'actualité, qu'elle fut une des plus fortes et des moins dépendantes de son temps. Il faudra un jour dire tout ce que cette œuvre nous a apportés, non pas seulement sur le plan politique et non pas seulement sur le plan littéraire. Comme toute création véritable, elle dépasse la *littérature* et pose un nouveau cas humain qui échappe à ce sens commun qui ne juge que selon le quotidien le plus connu ; ce qu'elle nous apporte de façon inoubliable et radicalement originale : c'est une présence.

Le goût du passé est aussi goût de tout ce qui est appelé à devenir du passé, c'est-à-dire inépuisable curiosité. Et ce n'est qu'une contradiction apparente celle qui unit en un seul être ce *goût du passé* sur l'aveu duquel s'ouvre cette « Avant-guerre » de la jeunesse et cette curiosité, dernier mot du « Journal d'un Homme occupé », curiosité devant ce qui devait donner son sens à cette vie, une mort qui nous la rend toujours présente.

S'émerveiller d'être et le rendre sensible, c'est peut-être un assez bon signe du génie.

Bernard VORGE.

## « *JOSE ANTONIO* » de GILLES MAUGER

(*Nouvelles Editions Latines*)

Comme toutes les existences exemplaires, celle de José Antonio Primo de Rivera, passionné de son peuple, sensible à la poésie de sa terre et fusillé à 33 ans, est à la fois très simple et très difficile à connaître.

Le grand mérite du livre de Gilles Mauger est de nous la rendre présente sans la vulgariser ni tomber dans l'hagiographie. Nous revoyons les différentes étapes de cette courte vie, les études de droit pendant lesquelles il se lia à Serrano Suner, le service aux Hussards de la Princesse alors que son père gouverne le pays, le métier d'avocat, la création de la Phalange, sa fusion avec les Juntes d'offensive nationale-syndicaliste, l'activité politique, puis la prison à Madrid et à Alicante où il fut fusillé aux premiers jours de la guerre de Reconquête.

Rien de bien extraordinaire dans les faits de cette vie : seulement un bel équilibre entre la pensée et l'action. Sentant dépérir le pays qu'il aimait, il se lança dans l'action politique et, comme devinant sa mort prématurée, s'y donna avec de plus en plus d'ardeur, mais toujours il répugna aux solutions uniquement fondées sur la force. Il ne fut pas un grand penseur, mais toujours il chercha à dégager les principes de son action, à faire des haltes dans celle-ci pour mettre un peu de clarté autour de ses grandes lignes directrices.

On a intérêt, à ce point de vue, à retrouver ce qu'a été l'esprit d'une des formes de ce qu'on a appelé le *fascisme*. Générosité, volonté d'unir le progrès social à la conscience nationale, refus d'un particularisme de « société fermée » ; José Antonio écrivait : « L'Espagne ne s'est jamais définie autrement que par l'accomplissement d'un destin universel ». On est loin des niaiseries des antifascistes ! Et naturellement l'Espagne est là sans cesse avec tous ses visages : l'Andalousie de son enfance, Tolède et la Castille, La Granja, Siguënza, Barcelone, le Levant où il est mort. Jamais l'amour des horizons de son pays n'a été séparé en lui de l'amour de la poésie dans les mobiles de son action politique ; et ce nationaliste espagnol qu'Yvon Delbos, alors ministre de Léon Blum, tenta de sauver exprimait sans doute une aussi grande part de lui-même dans l'hymne de la phalange « il rira de nouveau, le printemps... » que dans ces vers de Rilke qu'il aimait : « Seigneur, je ne te demande pas une vie heureuse, mais donne-moi la grâce d'une mort digne ».

**« *LE ROI DE BERGAME* » de WILLY DE SPENS (*Ed. Plon*)**

Dans l'imaginaire Principauté de Bergame, nous vivons la fin de la dernière guerre et ses conséquences sur les mœurs. Les cartes se brouillent et les masques tombent, masques de société dont la chute n'apporte pas davantage de clarté mais ouvre un imbroglio de comédie italienne. Et, comme dans toute bonne comédie italienne, la lâcheté joue le rôle secret de meneur de jeu.

Le roi, déporté en Allemagne pour son indécision, meurt heureusement là-bas et prend figure de héros, caution bienvenue pour le parti de la Cour. La peur et la ruse se livrent un acharné combat dans l'ombre. La Rue, le Palais, l'Episcopat, les nouveaux Occupants se portent des coups. Celui qu'on croyait indifférent ou peut-être joueur montre un courage provocant, l'acharné par nervosité tremble de tout son être lorsque ses nerfs ont faibli.

Désirs d'ambition et désirs sensuels créent une atmosphère *stendhalienne* qui n'a, bien entendu, qu'un très lointain rapport avec Stendhal. La lecture est plaisante, mais le vrai cynisme manque, parce que la passion n'y est pas. L'imbroglio italien transforme aisément les personnages en marionnettes : le risque était grand que l'auteur n'a pas tout à fait surmonté, non plus que celui de la monotonie d'indifférence.

Mais les silhouettes de ces marionnettes sont parfois élégantes et pleines de séduction et finalement se dégagent de ces empoignades cruelles un amour des beaux paysages et une nostalgie de la paix qui donnent à ce roman sa secrète et juste résonance : non pas celle de Stendhal, mais celle de Drieu.

C'est un beau compliment.

## FELIX COLMET DAAGE : *MALAISE AU PALAIS...*

M. Colmet Daâge, qui a été, pendant la guerre, attaché au cabinet de M. Xavier Vallat, a été, en 1946, poursuivi pour « délation » et « épuré » du Barreau. Il avait, en effet, voulu mettre en garde un curé imprudent, qui falsifiait grossièrement les registres de sa paroisse et délivrait des certificats de complaisance à des juifs en difficulté avec les autorités allemandes. Il a pu se laver du grief de « délation », mais les conditions dans lesquelles son cas a été traité l'ont incité à se pencher sur le fonctionnement du Barreau et la redoutable question de l'indépendance de la magistrature.

La profession d'avocat était autrefois exercée par des hommes à qui leur situation de fortune conférait l'indépendance ; ils recherchaient plus les honneurs que l'argent et pouvaient se permettre d'attendre avec sérénité une clientèle qui se constituait lentement et, en fin de compte, d'une façon souvent insuffisante.

Il n'en est plus de même aujourd'hui. Aussi les traditions du Barreau sont-elles loin de correspondre aux difficultés de la vie moderne. Le mode de rémunération des plaidoiries choque les justiciables sans satisfaire les avocats désireux d'échapper aux exigences du fisc et aux demandes de paiement en justice. L'interdiction qui leur est faite de manipuler les fonds de leurs clients facilite la concurrence des agents d'affaires, qui n'offrent pas tous les garanties nécessaires de sérieux et d'honorabilité.

Pour remédier à cette situation pénible, M. Colmet-Daâge offre divers remèdes dont il a trouvé l'exemple dans les règlements de barreaux étrangers ; il s'arrête, en particulier, à l'étude des sociétés d'avocats (*firms of solicitors*), très nombreuses aux Etats-Unis, et qui permettent aux jeunes juristes d'apprendre leur métier, de se spécialiser et de bénéficier d'une clientèle stable.

L'analyse de M. Colmet-Daâge l'amène à étudier les rapports des avocats et des juges. C'est une question qui nous intéresse au premier chef, car elle pose celle de l'indépendance des magistrats.

Il est certain que la théorie de la séparation des pouvoirs, telle qu'elle a été formulée par Montesquieu, est un des plus grands « canulars » des temps modernes. Elle fait rire aux éclats les Anglais qui déclarent que Montesquieu n'a rien compris à leurs institutions.

Comment, d'ailleurs, des juges, qui sont nommés par le pouvoir exécutif et qui attendent leur avancement de lui, seraient-ils indépendants à son égard ? Comment, d'autre part, des juges, qui doivent appliquer les lois votées par le pouvoir législatif, pourraient-ils afficher leur indépendance vis-à-vis de lui ?

Ce qui fait l'indépendance des juges anglais, c'est qu'il n'y a pas de Ministère de la Justice et que les Anglais n'en veulent à

aucun prix. Les fonctions de ce Ministère sont réparties entre les bureaux du Lord Chancellor et ceux du ministre de l'Intérieur. Cette division est source de liberté.

D'autre part, la magistrature n'est pas une carrière dans laquelle on entre par concours. Le Lord Chancellor propose à un « barrister » en renom de devenir juge. Selon qu'il a exercé sa profession avec plus ou moins de temps et d'éclat, il est nommé au tribunal de première instance (*Queen's Bench*) ou à la Cour d'Appel, mais une fois nommé à l'une de ces Cours il n'a plus de faveur à attendre du pouvoir : ni avancement, ni nomination à un lieu de séjour plus agréable, puisque, de toutes façons, il réside à Londres. Il ne peut, en outre, être révoqué que sur demande conjointe des deux Chambres.

M. Colmet-Daâge, qui est partisan de la nomination d'avocats aux fonctions de juges, cherche l'indépendance dans une organisation régionaliste de la magistrature, dans un système où le magistrat entré dans le ressort d'une Cour d'Appel ne pourrait plus le quitter sous aucun prétexte, même celui de l'avancement. Ce régime éviterait sans doute d'offrir les provinciaux en pâture à des magistrats moins expérimentés que ceux de Paris ; il assurerait certainement une plus grande indépendance aux cours de province. Mais le remède ne serait peut-être pas absolument aussi efficace à Paris où le Gouvernement garderait certains moyens de pression. Il vaudrait, en tout cas, d'être tenté, et nous souhaiterions qu'il le fût afin d'éviter le retour des scandales judiciaires de 1944-1945.

G. O.

---

## EMILE TAILLEFER : *DEFRICHEURS DU CIEL*

*(André Martel, éditeur)*

La France n'a pas compris la leçon de 1940. Par suite du défaitisme et de la corruption de son personnel politique, elle est en train de perdre avec une superbe indifférence l'un des plus beaux empires coloniaux du monde. A cette heure sombre où aucune voix autorisée ne vient lui rappeler la loi suprême de l'effort et du sacrifice, il est bon d'évoquer la vie des héros qui avaient assuré sa suprématie jusqu'aux extrémités du globe.

Maurice Noguès, l'un de ces pionniers, un de ceux qu'une invraisemblable conspiration du silence a fait le mieux oublier, est un des hommes qui méritent le plus d'être cités en exemple.

Noguès est le fondateur de la ligne Paris-Saïgon. Ses titres de gloire sont égaux à ceux de Mermoz qui a relié la France à l'Amérique du Sud. Comment se fait-il qu'avant Emile Taillefer, personne n'ait éprouvé le besoin de le dire ? Pourquoi faut-il que, depuis 1945 où tant de réputations ont été usurpées, la longue suite des exploits de Maurice Noguès n'ait attiré l'attention d'aucun historien ?

Deux fois blessé pendant la guerre de 1914-1918, Noguès était titulaire de la Médaille militaire, il a eu cinq citations à l'Ordre de l'Armée, il était Chevalier de la Légion d'Honneur ; pendant plusieurs mois, il a assuré le commandement de l'escadrille des « Cigognes ».

Devenu pilote de ligne à la Compagnie Franco-Roumaine en 1922, il a effectué les premiers vols de nuit entre Paris et Strasbourg, puis entre Belgrade et Bucarest. En 1924, il a inauguré la ligne Constantinople-Ankara. Au prix de mille difficultés, il a effectué un voyage d'études entre Paris et Moscou. L'année suivante, il a survolé le Tyrol afin de mettre au point l'exploitation de la ligne Paris-Zurich-Vienne et établi la première liaison Paris-Téhéran.

Entré à la Compagnie Air-Orient, il a mis au point le projet d'une ligne régulière vers l'Orient, au-dessus de la Méditerranée et atteint Beyrouth. En 1929, il prolongeait cette ligne jusqu'à Bagdad. Enfin, le 9 mars 1930, il arrivait à Saïgon.

Maurice Noguès, qui avait surmonté tant de difficultés atmosphériques et fait tant d'atterrissages dramatiques, n'aimait pas faire courir des risques inutiles à ses subordonnés. Les politiciens n'ont pas de ces délicatesses.

Le 15 janvier 1934, il ramenait à bord de « L'Emeraude » le gouverneur général Pasquier et les personnages officiels qui avaient inauguré la ligne Paris-Saïgon ; une réception solennelle était organisée au Bourget. Le service de la Météorologie annonçait une tempête sur le centre de la France. La prudence conseillait d'ajourner le départ de Marseille, mais, de Paris, vint l'ordre formel de partir. La mort dans l'âme, Noguès mit « L'Emeraude » en marche.

Vers dix heures du soir, un appel téléphonique retentissait au Bourget : c'était le maire de Corbigny, dans la Nièvre, qui annonçait aux ministres assemblés pour sabler le champagne la perte de « L'Emeraude » et de ses quatorze passagers.

La France, a écrit le général Bonneau, venait de perdre en Noguès, « un aviateur magnifique, un des rares qui fut à la fois exécutant et organisateur hors pair ».

Aussi conclucrons-nous sur cette phrase écrite par un autre de ses amis : « Souhaitons seulement que beaucoup de jeunes Français s'inspirent de Noguès et de sa vie fertile pour que notre pays refleurisse à la place qui lui est malgré tout gardée ».

G. O.

# A travers les Revues

On peut dire que l'accord est maintenant unanime de l'extrême-gauche à l'extrême-droite sur la nullité intellectuelle, la sottise et la malhonnêteté de l'équipe « L'Express ». Jacques Laurent et Claude Madine nous avaient offert dans « Arts », un savoureux pastiche de cet inénarrable journal. Voici ce qu'assez cruellement en dit, M. Gérard Lauzun dans le « Journal à plusieurs voix » du numéro de décembre de la revue « Esprit » :

« Avec ses larges marges et ses blancs, propices aux rêves, aux bâillements et à l'inscription de rendez-vous furtifs, *L'Express* était un hebdomadaire tranchant ! En une page, des spécialistes amateurs vous enseignaient « tout sur l'existentialisme, le football, les réfrigérateurs ou la pisciculture ». Des gens connus donnaient leur opinion sur des problèmes posés par des lecteurs en vertu du principe que les gens connus connaissent tout ! Ainsi vit-on Françoise Giroud, Alfred Sauvy, J.-L. Barrault, M. Merleau-Ponty, Robert Schuman, et *tutti quanti,* participer à cette Tribune. Elle évoqua bientôt une de ces boutiques dites « Libre Service » : en quelques phrases préfabriquées, lapidaires, enrobées de cellophane antiseptique, le client voyait son angoisse comblée, sa perplexité guérie. On baignait dans un flot vivifiant d'idées générales dont chacune était tranchée par une formule d'un bon sens optatif. »

Et un peu plus loin :

« On attendait un journal d'opinions fermes, d'une haute tenue de pensée, de style et d'action. Voilà qu'on se trouve intégré à une véritable bande, à une bagarre de gangs et que le bien et le mal se règlent à coups d'exclusives, de proclamations prophétiques et d'arguments falsifiés sur les responsabilités passées. Nous nous épargnerons les exemples. »

Dans la même revue, M. Charles Brindillac juge ainsi à propos de « La crise de l'Etat », le comportement politique de la bourgeoisie française :

« Heureux, disait Werner Sombart, le capitalisme qui aura trouvé sur sa route une classe ouvrière combative ! Pour n'avoir pas connu ce bonheur, la grande bourgeoisie française a glissé de Péreire à Georges Villiers, de l'adolescence, directement, dans la sénilité. Depuis Napoléon III, elle ne s'est jamais installée au Gouvernement avec cette bonne conscience triomphante qui donne à une minorité sociale la force d'identifier ouvertement ses intérêts avec ceux du pays, de concevoir et d'exécuter en son nom des projets d'envergure nationale. Au moment où la Cité de Londres rassemblait dans le parti conservateur la masse des classes moyennes, affrontant le combat politique à visage découvert, la finance et la grande industrie française louvoyaient d'une majorité à l'autre pour serrer de plus près le point idéal où la politique s'anéantit dans les affaires. »

Puis il donne de la désunion française cette explication à laquelle nous souscrivons pleinement :

« Le poujadisme des commerçants, le corporatisme des fonctionnaires, l'incivisme des paysans — par quoi des groupes sociaux étrangers les uns aux autres manifestent avec plus ou moins de netteté leur volonté de sécession — s'expliquent en partie par le fait qu'aucune entreprise commune n'est venue nourrir le sentiment de l'unité nationale ».

Dans sa chronique politique d' « Hommes et Mondes » (Décembre), Gaston Riou fait le point de la politique d'union européenne depuis le rejet de la C. E. D. et démasque, en ces termes, l'un de ses plus redoutables adversaires :

« Cette politique de l'Europe libre, combattue ou, si l'on veut, non défendue au Parlement et à Bruxelles, par Pierre Mendès-France, en 1954, a pour ennemi essentiel, dès l'entre-deux-guerres, l'homme génial qui mène le brain-trusts de Pierre Mendès-France, M. Georges Boris. A Londres, à Alger, sur tous les plans, secrets et publics, M. Boris est le maître des directives profondes.

M. Georges Boris est : 1° un anticlérical, 2° un dirigiste, 3° un passionné de l'information. Sa chance a été que le général de Gaulle, patriote farouche, et plein de foi dans sa personne, ne connût vraiment personne. Par bonheur, à ses côtés, il y avait M. Boris, lequel connaît peut-être toutes les personnes de France, et un grand nombre ailleurs. Il les connaît comme un entomologiste, étudiant une espèce jour et nuit, toute sa vie, et comme un « domestiqueur », du genre de Spinoza, qui apprivoisait, selon les buts de sa fantaisie, les araignées de son

sous-sol d'Amsterdam, tout en philosophant et polissant ses verres d'optique. C'est pourquoi M. Boris, malgré son antichristianisme, a tant influé sur le général — dont il a peuplé d'êtres réels l'aire psychologique trop abstraite — sur les principaux de « l'entourage », et sur d'autres gens de moindre importance, dont l'addition fait l'Histoire.

» Il est le réformateur-né. Dans la bataille idéologique et sociale qui débute, analogue en signification à celle du seizième siècle, mais autrement étendue et profonde, ce sont quelques hommes de sa nature qui joueront ces rôles d'efficience que jouèrent les Calvin et les Ignace de la Renaissance.

» De 1940 à 1947, M. Boris a orienté le gros des « hommes de Londres » vers le nouveau monde moscovite. Dès le principe, d'ailleurs, dès l'époque de son puissant hebdo, « La Lumière », son dirigisme technocratique et son matérialisme impérieux le faisaient *anti-occidental.* Il ne s'applique si fort à transmuter le parti radical que parce qu'il le considère comme le parti occidental par excellence. Du moment qu'il tient Moscou pour l'épine dorsale du monde, il est naturel que l'Union européenne — qu'on appelle curieusement autour de lui « L'Europe vaticane » — soit le premier ennemi à abattre. »

Sous le titre : « L'Argentine veuve d'un réformisme équivoque », « Les Temps Modernes » (Décembre), publient un long article d'Eléna de la Souchère où l'on trouve, et ce n'est pas dépourvu d'intérêt, une analyse marxiste de la politique péroniste et de la situation créée par son échec.

Notons son accord sur deux points avec ce qu'écrivait Jacques Poillot dans notre numéro de Novembre. Notre camarade disait que le péronisme n'aurait pas été un « caudillisme » comme les autres, Madame Eléna de la Souchère écrit :

« Ces régimes d'origine militaire et petite bougeoisie cherchaient à grouper autour d'eux un vaste mouvement ouvrier. Par ce trait, ils se rattachaient nettement au fascisme italien, et se distinguaient du traditionnel *caudillisme* conservateur latino-américain, qui prédomine aujourd'hui au Pérou et au Venezuela ».

Et sur l'inévitable opposition entre un régime populaire et l'armée, notée par notre collaborateur à propos de la chute du général des « descamisados » :

« Issu de l'armée, Péron gouverna contre elle. Cette contradiction de son destin n'est qu'apparente. Entre l'Armée et une dictature qui s'enracine, la lutte est inévitable. Le but de la cas-

te militaire n'est pas de hisser l'un des siens au pouvoir, mais d'assurer sa prédominance en tant que caste, de sauvegarder ses privilèges, et, en premier lieu, le privilège de pronunciamiento. L'Armée veut un pouvoir faible soumis à ses impulsions. Elle entend que le pays où elle exerce sa domination soit un champ clos où, en l'absence de toute norme de droit, l'Etat soit une proie sans défense offerte à de successives appropriations par la violence. Le moteur du pouvoir militaire est l'ambition personnelle. Dans un pays où l'Armée a la conscience de caste, tout sous-lieutenant considère sa première épée comme le moyen d'une future prise de pouvoir. Dès l'instant où un général se hisse au pouvoir, il devient pour ses pairs, l'obstacle, l'homme à abattre ».

M. Ngo Dinh Diem, nouveau chef de l'Etat Sud-Vietnamien jouit, si l'on peut dire, d'une très mauvaise réputation dans notre pays où l'on s'accorde curieusement des nationalistes aux communistes pour le considérer comme un ennemi. Jean Pleyber, dans les « Ecrits de Paris », dit pourquoi cette réputation est imméritée :

« Certains de nos compatriotes, parmi ceux qui s'intéressent encore aux affaires indochinoises, en sont aujourd'hui à reprocher à M. Diem de jouer à Saigon le jeu de l'Amérique ! Je leur demande pourquoi et comment quiconque pourrait jouer désormais, dans l'Empire, le jeu de la France ? Si pénible qu'elle soit à entendre, la vérité est que la France n'est plus en cause en Indochine et qu'il s'agit uniquement là-bas de l'U.R.S.S. qui domine à Hanoï et des Etats-Unis qui dominent à Saigon. C'est là que nous ont menés en dix ans, les folies et les crimes de M. De Gaulle et de ses gens. C'est uniquement sous cet angle qu'il faut désormais considérer les affaires indochinoises. Quand M. Mendès-France a admis que des « élections libres » décideraient en 1956 du sort de toute l'Indochine annamite, il ignorait sans doute (ou plutôt : j'en doute) qu'il y avait au nord du 17e parallèle trois millions d'habitants de plus qu'au sud, et que, par conséquent, le résultat de ces élections était acquis d'avance à l'extension de la domination soviétique jusqu'à Saigon ! Or, ni le gouvernement américain, ni celui de M. Diem n'étaient parties aux accords de Genève et ne sont, par conséquent, pas liés par eux. Il est donc incompréhensible que le Gouvernement français, depuis dix-huit mois, s'emploie à leur faire accepter ces accords qui ne peuvent qu'amener les Rouges jusque sur le Golfe de Siam. Il est incompréhensible aussi qu'il aide à Paris de soi-disant « nationalistes » indochinois à constituer un gouvernement dissident : le fait que cette agitation est menée par

les francs-maçons français et annamites permet d'en discerner le sens et d'en mesurer la valeur. Le fait qu'elle préconise une entente avec le Viet-Minh communiste souligne aussi son absurdité et son hypocrisie ».

De la « Nouvelle Revue Française », de décembre, ces lignes extraites des Carnets de Montherlant :

« Il faut lutter avec force contre la tentation déraisonnable de nous retourner contre nos idées les plus chères, le jour que nous les voyons vulgarisées et dégradées par le succès enfin venu. On trahit les causes vaincues par lâcheté, et les causes victorieuses par délicatesse ».

Et cette conclusion de Jean Guérin à la polémique qui l'a opposé à un écclésiastique « progressiste » à propos de l'exode des catholiques vietnamiens :

« Il se trouve, et on me l'a reproché, que M. J. Madiran avait proposé la même interprétation dans *Rivarol* (dès le 7 avril) et M. Pierre Boutang dans la *Nation Française* (19 octobre). Eh bien ! cela prouve simplement qu'il arrive à *Rivarol* et à la *Nation Française* de dire la vérité ; à *l'Express* comme aux *Lettres nouvelles* de se taire. Nous continuerons à lire *l'Express.* Mais nous lirons aussi *Rivarol* et la *Nation.* Nous continuerons à lire l'excellente « Mythologie » de M. Barthes, mais sans nous cacher qu'il est un certain nombre de mythes dont M. Barthes ne soufflera mot : par exemple le mythe du progrès, le mythe de « la voix du peuple », le mythe de l'instruction. Là-dessus — si du moins nous voulons connaître les mythes modernes — nous irons chercher M. Fabre-Luce ou M. Boutang. Et à ce propos, il faudrait observer que les mythes démocratiques sont de nos jours infiniment plus puissants et plus vivaces que les mythes réactionnaires. La raison en est claire : c'est qu'ils ont gagné la guerre, voilà dix ans. Les vainqueurs sont en général encombrants ».

Dans le grand quotidien madrilène « A. B. C. » (27 décembre 1955), M. José Maria Peman, de l'Académie royale espagnole, publie sous le titre : « Senorito », un important article qui lui a été inspiré par l'analyse faite par notre ami Saint-Paulien dans le numéro de mai de « Défense de l'Occident », du roman de Manuel Halcon : « La grande ivresse ». M. Peman, bien qu'il ne puisse s'abstenir, dans un journal comme *A. B. C.* de tenir compte de la politique officielle de son pays, n'en a pas moins des expressions élogieuses pour notre revue et nous l'en remercions : son article montre l'intérêt de l'Espagne pour

toutes les formes de la pensée nationale en Europe, bien que la préférence personnelle de José Peman semble aller surtout aux idées de Maurras, de Gaxotte ou de Massis dont notre revue s'éloigne parfois, en dépit de ce qu'a pu faire croire à l'éminent écrivain espagnol, l'identité du titre de notre revue et de celui d'un livre, en son temps célèbre, de M. Massis.

Signalons enfin dans les revues étrangères, d'autres articles qui peuvent intéresser nos lecteurs.

En Italie, *Asso di Bastoni,* l'excellent hebdomadaire politique dirigé à Rome par le comte Yani Theodorani, consacre un long article à Robert Brasillach, d'après le numéro spécial de « Défense de l'Occident ». L'article est dû au jeune journaliste Giovanni Tritemio. Nous aurons souvent l'occasion de citer des articles ou des appréciations d'*Asso di Bastoni,* le *Rivarol* italien, qui est un des hebdomadaires les plus ardents et les plus substantiels de l'opposition nationale en Italie.

Dans le même pays, la jeune revue *Carattere* a consacré également dans ses numéros d'avril, et mai 1955, d'excellents articles et des traductions qui font écho à notre numéro spécial sur Robert Brasillach. Elle a repris aussi ou signalé dans certains de ses numéros, des articles de « Défense de l'Occident » et de « Rivarol », des pages de Maurras, de Giovani Papini. On y retrouve la signature de notre ami Fabio Lonciari. La revue paraît à Vérone sous la direction de Gaetano Rosi et Primo Siéna.

Nous donnerons volontiers l'adresse de ces deux publications à ceux de nos lecteurs qui lisent l'italien.

En Hollande, le numéro de décembre 1955 de la revue culturelle « Aristo » publie une longue étude de l'écrivain flamand Karel Dillen sur Robert Brasillach. C'est une des études les plus complètes qui aient été publiées sur ce sujet par un périodique étranger et nous sommes tout particulièrement heureux que ce soit dans l'ancienne et excellente revue de l'abbé Wouter Lutkie.

Enfin signalons pour être complet que nos positions sur la question sarroise ont été reproduites et commentées à plusieurs reprises dans de grands journaux allemands et dans la presse suédoise, spécialement dans les journaux de Per Engdahl et de Priester qui citent régulièrement notre revue.

# *Etudes et Tribune libre*

## Lettres d'Afrique du Nord

*Avant de faire connaître à nos lecteurs la réplique de Mohamed Selim Al Higazi à la réponse que nous lui avions faite dans le numéro 26 de* Défense de l'Occident, *texte que nous publierons dans notre prochain numéro, nous avons voulu donner la parole à nos camarades d'Afrique du Nord. Les trois lettres que nous publions émanent, la première de notre camarade Dorveaux qui dirige notre excellent groupe d'Alger, la seconde d'un correspondant qui rectifie à l'aide d'éléments précis et mal connus jusqu'à présent une appréciation inexacte de notre numéro 28, enfin la troisième d'un de nos camarades du Maroc qui vit dans une ferme isolée dans la zone de combat de la frontière espagnole.*

14 décembre 1955.

Entendons-nous bien. Votre position en elle-même est inattaquable. Le régime, et par-delà le régime, l'attitude violemment antisociale de certains colons richissimes, ne sont pas pour rien dans le développement de la révolte. Nous n'avons pas à couvrir les fautes de nos dirigeants et des profiteurs du colonialisme. Si nous voulons sauver l'Empire, ce n'est pas pour permettre que continuent les excès et les injustices, pour que, dans les bleds l'on reprenne l'exploitation intense des ouvriers agricoles ou que, dans les villes, les femmes de nos fonctionnaires puissent à nouveau payer 60 francs au lieu de 100 francs l'heure les domestiques indigènes qu'elles emploient.

Nous ne devons pas passer sous silence, non plus, l'attitude absurde de gens qui, dans leur majorité, ont accepté — ou, au mieux aller, n'ont pas combattu — la politique antiimpériale de M. de Gaulle, définie à Brazaville, réaffirmée à Constantine, et qui tendait à favoriser par tous les moyens l'évolution des masses indigènes jusqu'à leur accession à l'indépendance, mais qui, dans le même temps, continuait à tenir leurs khanies, leurs ouvriers agricoles ou leurs employés musulmans dans une étroite sujétion, leur disputant le droit à une vie plus digne.

Ceci dit, nous devons tenir compte aujourd'hui de la situation présente, qui nous oblige à ne pas heurter de front l'ensemble de la population européenne d'A.N.F. dont les nerfs sont soumis à rude épreuve et qui, sous le coup des atrocités d'Oued Zem ou d'El Allia, est peu disposée a entendre expliquer les raisons de la rébellion. Et c'est pourquoi, ayant défini ce qui précède, nous devons élaborer une Charte de l'Avenir.

Ces réserves faites, je ne puis que vous dire mon identité de vue sur l'ensemble des problèmes. Nous définirons, si vous le voulez, cette Charte dont je vous parlais, — le mot peut paraître ambitieux, — et, mes camarades et moi serions heureux que vous nous ouvriez vos colonnes pour y exposer notre point de vue. Travaillons à faire de l'Afrique du Nord un territoire largement ouvert à l'influence européenne ; sur ces terres où nous ne nous sommes jamais heurtés, nous pourrons, mon cher camarade, réaliser la réconciliation franco-allemande et jeter les bases de l'Europe, de l'Eurafrique de demain, qui accordera la prééminence politique en Afrique aux Européens, tout en ouvrant aux populations autochtones de nouvelles perspectives sociales, municipales, corporatives. Ne retombons pas dans cette erreur qui remonte à la conquête et dont nous risquons de mourir aujourd'hui. N'oublions pas que l'Arabe est un étranger là au même titre que nous, quoique établi depuis plus longtemps. Désislamisons la masse berbère, d'origine hamite, pour une bonne part, et qui n'a rien à voir — en dehors de la religion — avec ces Sémites venus des déserts d'Arabie. L'on a soudé ce bloc pan arabe en ne différenciant pas autochtones et envahisseurs et nous payons aujourd'hui cette erreur. Il conviendra, dans l'Eurafrique, que nous voulons construire, de réparer cette faute.

Youssef et le Glaoui qu'on appelait parfois « le Sultan du Sud ».

Si vous voulez me permettre d'ajouter mon témoignage à celui du Général François, voilà ce que tous les Français du Maroc pourraient vous dire. La rivalité traditionnelle entre le Sultan et le Glaoui est devenue peu à peu de plus en plus violente et a pris les allures d'une véritable haine le jour où, à la suite d'une violente dispute, le Sultan donna un soufflet au Glaoui. Le Glaoui n'avait donc pas besoin d'être excité contre le Sultan pour commencer une campagne contre lui ; et s'il a prévenu le Résident, il n'avait pas à lui demander la permission. Il a conduit sa campagne de propagande, exactement comme nos campagnes électorales. Il n'y a pas eu la moindre menace, le moindre « coup de force ». Les caïds auprès desquels il a fait longuement sa tournée électorale se trouvaient obligés de prendre position entre les deux rivaux; ils se sont décidés pour celui qui leur semblait avoir le vent en poupe. Le Général Guillaume, parce qu'il était un bon Français, ne pouvait voir que d'un bon œil le développement d'une intrigue purement marocaine qui aboutissait à éliminer un Souverain hostile à la France; mais parce qu'il était un bon général, il se gardait prudemment de toute initiative où il aurait risqué de se mouiller; et le Gouvernement, parce qu'il était formé de bons Républicains était congénitalement incapable d'avoir une opinion quelconque en politique étrangère.

Pendant les longues tournées du Glaoui à travers tout le Maroc, le Général Guillaume faisait une navette presque continuelle entre Rabat et Paris, sans arriver à obtenir de directives. Cependant, le Glaoui terminait sa randonnée en se rendant au sanctuaire sacré de Moulay Idriss où il immolait un taureau noir en faisant le serment de mettre sur le trône ben Arafa, déjà investi des pouvoirs religieux. A Paris, on n'a certainement pas manqué de sourire d'une cérémonie aussi ridiculement anachronique. Au Maroc, nous comprenions que le dernier acte était commencé; et qu'il ne pourrait pas se terminer par un arrangement diplomatique quelconque.

Le 19 août au soir, le Général Guillaume revenait encore une fois de Paris, toujours sans instructions gouvernementales. Il apprenait que les cavaliers du Glaoui étaient à 5 kilomètres de Rabat, tandis qu'une autre troupe était déjà campée aux portes même de Fès. Le 20 à la première heure, il téléphona à Paris; et c'est *par téléphone* que le petit Bidault prit le courage de lui donner l'ordre de... faire pour le mieux !

Le Général Guillaume ne disposait que de trois solutions :

— ou bien il mobilisait les troupes françaises pour maintenir

sur le trône un Sultan hostile, en faisant tirer sur les troupes de notre ami traditionnel le Glaoui;

— ou bien il s'arrangerait pour arriver trop tard et il laisserait le Glaoui résoudre d'une façon irréversible ce qu'à Paris on s'obtine avec une bien touchante ignorance à appeler la question « dynastique », dans un pays où il n'y a pas de dynastie;

— ou bien il se contenterait de sauver la vie du Sultan. C'est ce qu'il fit en lui donnant 15 minutes pour prendre l'avion. Le Sultan avait déjà préparé ses bagages.

Et pendant toute la durée de ce « coup de force », il n'y eut pas un groupe de caïds fidèles qui essayèrent d'esquisser un mouvement de résistance, ni même de faire entendre une protestation. Seul le pacha de Sefrou, Si Bekkai, donna sa démission, avec beaucoup de dignité d'ailleurs, mais sans aucun éclat.

Et à ce moment, ben Arafa, qui avait pour lui la quasi totalité des caïds, donc du « Peuple marocain », de ce « Peuple » qui, mis à part quelques centaines de milliers d'habitants des grandes villes, est absolument incapable d'avoir une opinion politique personnelle, pouvait gouverner en toute tranquillité, malgré l'action de quelques milliers d'extrémistes. Seulement, ben Arafa avait un grave défaut : c'était un honnête homme. Bien évidemment tous les spéculateurs et affairistes préféraient de beaucoup un Souverain plus compréhensif.

M. Edgar Faure étant l'avocat conseil de l'un de ces affairistes, Jacques Walter, magnat de presse et de mines, le clan youssefiste était bien placé pour commencer une propagande avec des ressources financières pratiquement illimitées. Et quand il fut visible que le Gouvernement français sabotait délibérément ben Arafa, tous les caïds qui avaient signé la béïa, c'est-à-dire le serment d'allégeance, « reconsidérèrent » peu à peu leur position. Si Bekkai, qui s'était tenu dans une opposition de principe correcte, rentra en scène en liant partie avec les éléments les plus sanguinaires de l'Istiqlal. Et, grâce aux propagandes conjuguées de M. Duclos, de M. Mauriac, et, dans sa petite sphère, du Comte de Paris, le malheureux exilé ben Youssef devint le Roi-Martyr, victime de tous les vilains colonialistes.

C'est pourquoi il revint sur le trône, non pas rappelé par l'amour délirant de ses sujets, mais ramené pour les besoins des affaires de tous les Jacques Walter français et étrangers.

Voilà, je crois, l'histoire véridique du « coup de force du 20 août 1953 » et de ses suites. Je voudrais pourtant dire encore un mot sur l'attitude dernière du Glaoui. Les journaux ont bien dit qu'il était arrivé à Paris très malade et ont indiqué ultérieu-

rement qu'il avait subi une opération. Mais je n'ai vu nulle part qu'on ait signalé l'attaque d'hémiplégie qui le terrassa dans les derniers jours de septembre. A partir de ce moment-là, ce grand chef, ce guerrier, ne fut plus qu'un pauvre vieux à la merci de son fils Si Saddek. Ce fils (qui n'est d'ailleurs que le second et qui a réalisé un petit coup de force familial en substituant son autorité à celle de son aîné, Si Brahim), a des idées beaucoup plus réalistes que son père. Il avait jugé depuis pas mal de temps que la France, gouvernée comme elle l'était, n'était plus qu'une branche pourrie ; et il pressait son père de changer son orientation politique. Le vieux Glaoui n'a pu s'y résoudre « de son vivant », si l'on peut dire. Mais, dès qu'il n'a plus été qu'une loque, Si Saddek l'a traîné où il a voulu et a lu « en son nom » tout ce qu'il a voulu lui faire dire. Il n'a même pas craint de faire agenouiller ce vieillard devant son irréductible ennemi triomphant.

Enfin, me permettrez-vous de donner un dernier conseil à M. M.B. : ce serait de lire dans le N° 26 de *Défense de l'Occident,* l'article signé P. F.; (serait-ce Pierre Fontaine ? mais il n'y est pas question de pétrole, spécialité de ce très éminent publiciste). Il pourrait méditer cette phrase : « pourquoi tant de bruit au Maroc pour un Sultan déchu, alors que pas un Tunisien ne bougea quand M. de Gaulle déposa brutalement le Bey à son arrivée en Afrique du Nord ». Il y a longtemps que j'avais envie de lire quelque part cette constatation de bon sens. C'est le seul endroit où je l'ai trouvée. Merci à *Défense de l'Occident*; et merci à M. P. F.

Il ne me reste qu'à m'excuser de cette trop longue lettre. Je m'excuse aussi auprès de M. M.B. (principalement si c'est Maurice Bardèche), des attaques un peu vives auxquelles je me suis livré. Je n'ai eu d'autres soucis que de rétablir la vérité devant une position au moins tendancieuse. Je serais heureux si j'y avais réussi. En tout cas, je puis dire à M. M.B. quel qu'il soit, que je ne le confonds tout de même pas avec les Mauriac ou les Catroux, même s'il adopte les mêmes thèmes de propagande, parce que je suis bien sûr qu'il n'a pas profité de cette rencontre pour valoriser sa prose ou pour torpiller quelque chancellerie vacante. Avec mes sentiments distingués.

18 oct. 1955.

Cher Monsieur,

Nous voici donc en République marocaine ? J'avais flairé ça bien avant que Bekkaï ait reçu la bénédiction du viel Herriot flanqué, à Wagram, du Dir. du « Jacobin ». Au fond, la IVe ne voulait que ça : une fille au Maroc. Un roi théocratique en 1955, protégé par la république des grands ancêtres, quel anachronisme. A présent, les « affaires » vont marcher. Si... ON parvient à juguler le terrorisme d'origine communiste ; je me demande si ON ramènera Ben Youssef...

En tout cas, son retour signifiera un retrait certain, un effacement de la France officielle.

Cela pourrait être bon pour nous, les Français du Maroc, si le « Gouvernement Marocain » comptait parmi ses membres un « dur », conscient des réalités nationales et internationales, s'avisait de gouverner le Maroc avec l'appui de la population française de ce pays, à l'exclusion de ceux du Palais Bourbon.

Malheureusement, j'ai contacté un nationaliste modéré, revenant d'Aix; désabusé le monsieur, et sceptique... il avoue: « Nous avons perdu les pédales ». Les attentats en progression et qui ne viennent pas d'*eux*, sont le signe le plus grave que le jeu est passé aux mains de l'étranger, aux visages multiples, aux agents à Paris. En un mot, situation périlleuse — pour nous — Nous n'avons qu'un souci, nous les blédards : sauver notre vie. Car pour le reste, il est clair que les 9/10 d'entre nous perdront une vie de sueurs et de travail. Personnellement, pas d'illusion.

Je ferais confiance cent pour cent à des Marocains, isolés des influences étrangères de toutes les influences. Mais je ne peux accorder le moindre crédit à toutes ces vieilles nations d'Europe et d'ailleurs qui se disent plus ou moins hypocritement chrétiennes. Le contact avec la Métropole et les Occidentaux nous mène au Communisme, l'Islam, marocain, pourrait nous en protéger.

Elections en vue ? ! Electeurs au niveau politique des Tribus mérovingiennes et 90 % d'illettrés ! On sait ce que ça donne en démocratie occidentale. Le Marocain sera dépossédé du pouvoir... La France s'étant retirée sur la pointe des pieds... que devenons-nous ? Qui nous protégera et protégera les amis des Français ?

Des milliers de Français détenteurs d'autorité ont miné le Maroc. Sa ruine est une résultante qui parachève celle des politiciens. Des noms à conserver : M..., contrôleur à O-Zem, refusant de distribuer des armes aux civils ; B..., Ct, informé par un homme de tribu qu'un coup dur *aurait lieu* dans la nuit à

Immazer des M., sceptique, n'en a pas avisé son commandant de goum ! Ce Cap. D..., légendaire par ses sentiments antifrançais, refusant le permis de port d'armes aux colons, parce que « c'est la plus sûre voie d'approvisionnement en armes des rebelles » !... Les événements lui ont répondu : 2 magasins d'armes enlevés par les ennemis, donc insuffisamment gardés par la troupe, et quelles armes : mitrailleuses, mortiers, etc., etc.

C'est avec de pareilles erreurs commises depuis 30 ans dans les échelons subalternes que l'on a pu voir ce que l'on a vu et ce que l'on verra encore.

Après Panafieu, Wybot, etc., etc., vous voyez, s'il n'y a pas de quoi soulever les Marocains d'un seul élan, musulmans et chrétiens contre un tel régime.

Et c'est justement ce qui pourrait nous sauver un jour. L'appel des Marocains aux Français, tous faisant bloc pour mettre à la porte tout ce beau monde.

Seulement, même « Présence française » est trop platonique. Elle-même n'a pas tenu ses engagements solennels. Et ont fleuri tant d'associations : « Prestige » après « Présence », « Vigilance française », etc... Efficacité égal zéro... Faure le sait bien !

Il faut ici 250.000 hommes — ou qu'une nation étrangère « relève » la France. Pas d'autre solution. Le suffrage universel n'y fera rien... au contraire ! La France s'est aventurée en matière sociale. Ici c'est pire. Elle doit assurer la subsistance d'une population en augmentation constante, ou se déjuger !...

C'est pourquoi en prévision de l'acte final — je me tourne vers un autre monde — je voudrais avoir une documentation sur les pays sud-américains. Ici nos gens nous sont attachés et dévoués. Quelques-uns m'ont demandé des armes pour résister. Un riche voisin musulman m'a offert sa demeure de Fez comme asile... Mais si une invasion armée vient de la zone espagnole, les tribus nous combattront par crainte des représailles. Et à Paris, le terrorisme rapporte trop pour qu'il y soit mis fin. J... m'a fait demander combien je demandais de ma terre. Il paraît que X... a acheté la moitié des orangeries de Gazaniol, un important planteur de Sidi Slimane et Mechre bel Ksiri. Vous voyez que le terrorisme rapporte à nos gouvernants et que l'on se gardera bien de l'arrêter. Car l'achat des propriétés s'effectue à demi valeur par ces messieurs. J'avais demandé à Pinay de prévoir le rachat par l'Etat, pour recéder aux Marocains. J... s'enquiert pour lui-même, assurément... On est Juif ou on ne l'est pas !...

A moins d'une chute du régime, nous sommes ruinés...

23 novembre.

Cher Monsieur,

Depuis ma dernière lettre et depuis le 18 novembre, il y aurait des volumes à écrire... L'homme du bled et de la montagne, les 7 millions de Marocains du bled, sont en train de se révéler ce qu'ils sont en réalité, malgré les illusions Mendès-France, etc., etc., des primitifs à l'instinct tribal. Ils retournent au galop au régime d'avant 1910... Je vous donnerai sous peu des détails... Indépendance et liberté signifient (pour eux) razzia, prélèvements, vendetta, règlement de compte : 1944-1950 en France après la Libération dans toute sa beauté violente et sanglante. I-ni-ma-ginable. Preuve de la nécessité de la présence française (population, non des officiels de Paris... les illusionnistes !...).

*Le pire peut nous arriver cette nuit.*

Dans le djebel, à 6 km. de chez moi, un ancien militaire devait ce matin, tuer le bœuf sous le marabout de Si Abdiraman des Zaïa pour sceller l'accord sur l'entrée en dissidence d'une tribu de 8 ou 10 douars... Et depuis les incidents de Rabat du 19 novembre, le caïd se cache. Ce matin, les officiers du bureau du cercle ont retenu par avion spécial, place à femmes et enfants pour la France... Et (il est 18 h. 15), je vais quitter Fez à destination de mon *bled de nuit.*

J'ai confiance en *mes Marocains,* mais j'ai de plus en plus en horreur les Français. Promesse du Général Bertrou : « Je signerai toutes vos demandes de port d'armes ». Et aujourd'hui, les demandes s'entassent *depuis* 4 *mois.* Et le général est parti. Et le danger est là. La peur panique règne à Fez, pire qu'au bled à 90 km., au cœur du Riff.

Malgré tout, j'ai confiance : à la chance — au *bon sens pratique* de nos voisins les paysans marocains. C'est à présent qu'on sent le prix du bien qu'on leur a fait depuis 28 ans. Dieu est grand, les hommes sont fous. Les grands, les puissants, les orgueilleux, l'avenir les confondra.

Si Paris n'était pas à Paris, l'essentiel pourrait être sauvé pour les Français du Maroc ; *Mais la France* est *absente du Maroc.* Malgré et surtout *à cause de la fourragère rouge du beau Dubois.* Il faut se tourner résolument vers le Marocain non fanatique et s'intégrer dans la masse musulmane, ce que j'avais prévu il y a déjà des années.

16 déc. 1955.

Cher Monsieur et Ami,

Daignez accepter mes vifs remerciements pour vos aimables, cordiales et si compréhensives lettres. Je suivrai vos conseils. Mais il sera dur de tenir. Nous sommes au stade de la défense au fusil de nos petites propriétés. N'allez pas commettre l'erreur de nous assimiler aux Gazaniol, Pagnon, Perdiguier, Bertin, etc...

La nuit, il faut être sur ses gardes sinon fruits, animaux et matériel sont enlevés...

Et nous ne sommes plus protégés par la force française depuis le 18 novembre.

Donner d'une main, reprendre de l'autre paraît être la règle suivie.

*On* dresse un plan machiavélique pour prouver que le Gt Marocain est incapable de se gouverner sans « nos incapables tripoteurs et politiciens ».

Alors... nous nous attendons à un massacre d'isolés dans le bled (notre cas, centre du Rif, à 90 km. de Fez).

C'est abominable, mais c'est la vérité.

Pour survivre, nous sommes tenus de rechercher l'aide de nos amis de l'Istiqlal !

Je ne puis vous dire plus, vous comprenez. Jamais pareille infamie de la France à l'égard de ses nationaux.

Même pas en Acadie, sous l'Ancien Régime. C'est atroce, mais c'est mené froidement par toute la « cascade » des autorités.

Une seule porte étroite vers l'espoir, l'intégration dans le monde musulman.

Très cordialement et amicalement.

P.S. — Les capitaux refluent vers la France (pas les miens, je n'ai nulle réserve) et des colons moyens et petits se préparent à s'expatrier.

# Groupe Lazareff contre groupe Prouvost

En France, on s'occupe assez peu des questions de presse et de publications. C'est un tort, toute prose rendue publique étant destinée à influencer l'opinion publique.

Le dernier événement parisien dans ce domaine est la fusion des deux hebdomadaires *France-Dimanche* et *Samedi-Soir.* Les deux organes supportaient mal (chiffres de tirages et ventes réelles) la place occupée par *Paris-Match.* La fusion est un essai de bagarre du groupe Lazareff (*France-Soir, France-Dimanche, Elle,* pour l'essentiel) contre le groupe Prouvost (*Figaro, Paris-Match, Marie-Claire*). C'est aussi une leçon...

La disparition de l'*Express* hebdomadaire incita M. Winckler (d'*Opéra Mundi*), patron de *Samedi-Soir,* et Pierre Lazareff, animateur de *France-Dimanche,* à faire un effort pour capter une partie de la clientèle de l'*Express* (tirage environ 150.000), tout en espérant tailler des croupières à *Match.* Après quelques semaines de lutte, *Samedi-Soir* s'aperçut que son « concurrent », soutenu par les autres publications du groupe, avait plus de chance de remonter le courant. La leçon est ici : plutôt que de s'épuiser en une rivalité coûteuse, les deux coréligionnaires s'entendirent pour lier leurs efforts et tenter de s'opposer à *Paris-Match.*

*Samedi-Soir* était d'une classe supérieure à *France-Dimanche.* Plus près de la « chose » littéraire, bien rédigé, sagace dans les coulisses politiques, il comportait l'élément qui fit le succès de l'*Express* hebdo, il informait par la bande ; mais il ne sut pas se détacher de l'exploitation du fait-divers et prit une part assez maladroite dans l'affaire Finaly. Par contre, il rénova le reportage constructif, et ses enquêtes sur les centres d'enfants vivant dans des conditions misérables, sur les truquages des voitures d'occasion, eurent un certain retentissement. Né au lendemain de la guerre, sectaire pour tout ce qui ne fut pas « résistance » (au point de refuser la publicité d'éditeurs « marqués »), petit à petit, *Samedi-Soir* mit de l'eau dans son vin.

Malgré un assez court rédactorat en chef de Jacques de Marsillac (ex-rédacteur en chef du *Journal*), il ne trouva pas sa formule définitive parce qu'il ne comprit pas qu'à côté de la clientèle populaire trustée par *Ici-Paris* (dont le succès ne se dément pas sous l'habile direction d'un « vieux » journaliste professionnel, Gabriel Perreux), il existait une clientèle qui attend toujours son grand hebdomadaire politique et littéraire et qui lisait l'*Express* hebdo faute d'autres feuilles bien faites sortant des ornières de la facilité.

La fusion sous le titre *France-Dimanche,* malgré la nouvelle orientation confiée au journaliste, Max Corre, n'apportera sans doute pas la clientèle fidèle de *Samedi-Soir* au nouvel organe.

L'influence de Pierre Lazareff semble prépondérante ; or, si l'ancien rédacteur de *Paris-Midi* (où je le connus) possède un sens incontestable de l'exploitation de la chose patibulaire qui plaît au public populaire, il demeure toujours assez peu nuancé. Il marque d'un trait de vulgarité tout ce qu'il touche. Ce à quoi il fut répondu : « peu importe, du moment qu'il amène des lecteurs ». Nous sommes d'accord sur l'efficience puisque cette méthode lui permit de monter le *Paris-Soir* (d'avant-guerre et de Jean Prouvost) à un sommet du quotidien vespéral français. Cette méthode est-elle une des causes de l'effritement de la moralité française ? On l'écrivit. Cet ancien collaborateur de l'*Echo de Paris,* de *Candide* et de *Gringoire,* revint à ses origines, au *Peuple* où il n'était pourtant que grouillot. En tout cas, dès les premiers numéros du *France-Dimanche* fusionné, la partie littéraire de *Samedi-Soir* disparut, ainsi que la pertinente Dussane. Mais on conserva Jacques Robert... L'O.J.D. et l'*Echo de la Presse*, de Jacquemard, nous diront, dans six mois, si la clientèle de *Samedi-Soir* emboîte le pas à *France-Dimanche*. Personnellement, nous ne le pensons pas si nous nous en référons à quelques amis, voisins et à nous-mêmes. Pierre Lazareff ne médita pas assez les commentaires de sa conférence aux « Annales » sur l'opinion publique. Il parla avec un manque évident de style et parfois de syntaxe au point qu'en sortant des auditeurs habitués à Maurois disaient : « Il a confondu les « Annales » avec le Club du Faubourg de Léo Poldès ! » Le tout est de savoir limiter sa tâche à ses capacités et celles de Lazareff sont réelles dans l'exploitation des affaires genre Violette Nozières (avec photo du meuble sous lequel les coupables cachaient les linges maculés d'un « amour » incestueux, dans *Paris-Soir,* ce qui demeure encore à l'heure actuelle, un « monument » dans le métier de journaliste).

La bête noire du groupe Lazareff-Bleustein (presse et publicité) est *Paris-Match* avec son tirage de 1.400.000 par

semaine et sa page de publicité valant de 1.300.000 fr. à 1.800.000 fr. (pour un seul numéro). Jean Prouvost « met le paquet » au départ ; il en récolte généralement les fruits puisqu'il offre un mensuel comme *Marie-Claire,* presque luxueux, pour 75 fr... grâce à près de cent millions de publicité par numéro. Jean Prouvost (laine et sucre pour l'essentiel) ne lésine pas pour un lancement et c'est pourquoi ses succès sont presque immédiats. Ayant l'argent, il est son maître quasi-absolu, ce qui est important. Cela ne veut pas dire que son objectivité soit parfaite puisque *Paris-Match* est considéré par certains comme l'organe de la propagande américaine en France. Lazareff, dont la tendance S.F.I.O. (aile droite) s'appuie sur Londres, est, autant par ses ascendances que par sa femme, pro-russe. *Samedi-Soir,* pro-anglais, était anti-soviétique déclaré. Comme il existe cent moyens de faire de la politique sans le dire et sans avoir l'air (et Lazareff les connaît), *France-Dimanche* fusionné se présente donc comme seul interlocuteur valable à grande diffusion contre *Match* l'américanophile.

Tel est le fond d'une bagarre qu'il est nécessaire de connaître puisque l'influence décroissante de la presse quotidienne est remplacée par celle de la presse hebdomadaire et qu'un hebdo est lu par toute la famille plus les voisins et un ami ou un parent éloigné auquel on l'envoie.

A quand le grand hebdomadaire français qui ne soit ni Washington, ni Londres, ni Moscou, ni le Vatican ?

P. N.

---

## Leur presse pendant les élections

Le mois de novembre avait été le mois de la dissolution. On l'avait vu venir de loin, mûrir progressivement — si j'ose dire — dans les empoignades de titans des pères conscrits et des représentants du peuple autour de l'arrondissement et de la proportionnelle, puis s'imposer brusquement dans le tumulte d'un scrutin catch as catch can et flamboyer, en définitive, au poing de l'Edgar Jupiter Fulgur.

Cet enfantement avait donné au mois de novembre une belle unité. L'enfantement prématuré de la nouvelle Assemblée n'a pas donné une unité moins harmonieuse au mois de décembre.

Parmi tous les quotidiens dont les titrages firent merveilles pendant la période électorale, seul « Le Figaro » réussit ce joli tour de force de passer inaperçu dans une pile de journaux, d'acquérir ce terne, ce délavé que l'on accorde généralement aux manteaux couleur de muraille et qui fournissent aux cuistres leurs morceaux de bravoure sur les vertus du juste milieu : *in medio stat virtus...*

Un seul article du « Figaro » serait à citer dans cette collection du mois, celui dans lequel il préconise — sans mesure cette fois — la mesure dans le choix du bulletin de vote. Sus aux extrémistes. Haro sur les aventuriers. Mon père, gardez-vous à droite, mon père, gardez-vous à gauche. Nous sommes dans la matière fécale : restons-y.

***

A côté du « Figaro », « L'Express » fait figure de petit bijou. Et pourtant, si amélioré qu'il soit par rapport à ses premiers numéros, « L'Express » demeure encore — en valeur absolue — fort médiocre. En valeur relative, il tranche assez plaisamment sur la nullité des autres quotidiens-issus (Généralisation d'où il faut exclure « Combat » qui reste bien supérieur à tous les autres journaux et qui a, de ce fait, — c'est là le propre de la démocratie, de cette loi du nombre qui favorise toujours la médiocrité au dépens de la qualité — le tirage le plus faible de toute la presse parisienne).

Et puis, comme nous le disions le mois dernier, « L'Express » a M. François Mauriac. Et M. Mauriac n'est jamais indifférent. J'ignore si les partisans de M. Mauriac éprouvent à le lire autant de plaisir que ses ennemis dont je me flatte d'être l'un des plus acharnés. Ça m'étonnerait beaucoup. Je suppose qu'il doit arriver parfois à ses admirateurs d'être déçus. Ses ennemis ne le sont jamais. M. Sartre lui-même, dont la mauvaise foi est pourtant d'un assez joli calibre, ne saurait soutenir la confrontation.

Ce mois-ci, d'ailleurs, M. Mauriac s'est surpassé lui-même. Ce qui n'est pas peu dire. Parlant avec une superbe luciférienne « au nom des catholiques » (« les » catholiques, ça n'est pas le pape, c'est M. Mauriac), l'Agneau de Malagar a entrepris de démontrer que le premier devoir de tous les croyants était de voter en masse pour les ennemis patentés de leur religion et de soutenir tout spécialement ceux qui s'étaient engagés à ne plus verser un maravedis aux écoles libres. Car il y a une hiérarchie dans les impératifs électoraux. L'école chrétienne, c'est intéressant, mais c'est secondaire. Tandis que la liquida-

tion des Français d'Afrique du Nord, c'est on ne peut plus urgent. Comme quoi, si l'on rédigeait un catéchisme selon saint François (Mauriac), il commencerait fatalement ainsi : *« Q. : Qu'est-ce qu'un chrétien ?. — « R. : Un chrétien est celui qui ayant été baptisé, souhaite le triomphe de l'Islam. »*

L'amusant, c'est que pour soutenir — au nom « des » catholiques ! — cette thèse audacieuse, M. Mauriac invoquait l'autorité d'un Mgr. Mignon dont il citait un mandement. Renseignements pris, ce Mgr. Mignon s'appelle Mgr. Michon et son « mandement » était le simple commentaire d'un journaliste, rédacteur par surcroît, à « Combat ».

Telles sont les sources auxquelles puise M. Mauriac pour orienter la conscience « des » catholiques.

Et, naturellement, les coups d'étrivière ne se sont pas fait attendre. « La Croix » d'abord, puis « L'Osservatore Romano » ont proprement déculotté l'équilibriste de « L'Express », lequel a montré aussitôt l'ampleur de sa dialectique en répondant au premier : « Sophiste vous-même » — comme ces gosses pris de court par une invective qui ne trouvent rien d'autre à riposter que « et ben toi, alors ! » — et au second : « Je ne discute pas avec un étranger », ce qui, pour un catholique, est pour le moins déconcertant. Car en principe du moins — mais à « L'Express » on nous a sans doute changé ça — un catholique est justement un chrétien qui accepte l'autorité d'un étranger. (Jusqu'à preuve du contraire, S. S. Pie XII n'est originaire ni de Malagar, ni de Louviers).

Les choses en sont là. Et à l'heure où nous traçons ces lignes, M. Mauriac est toujours considéré comme un écrivain catholique...



Ceci était l'intermède comique. Il y a l'intermède tragique. Un intermède organisé lui aussi par « L'Express », mais qui a eu, à la veille des élections, son rebondissement dans l'ensemble de la presse française. Nous voulons parler de l'affaire dite « du gendarme ». On connaît les faits : une firme américaine a filmé un gendarme en train d'abattre un terroriste nord-africain. Et, après, d'ailleurs, que ces photos eussent traîné dans toute la presse étrangère, « L'Express » les a sorties à son tour pour bien montrer jusqu'à quel degré de barbarie, pouvait se hisser le colonialisme français.

Que le journal de M. Mendès mène pareille campagne, rien de surprenant. M. Mendès veut qu'on chasse le plus vite possible les Français d'Afrique. Il se sert des « atrocités » pour alimenter sa propagande contre l'ennemi (pour lui, l'ennemi c'est la

France) et c'est, si l'on peut dire, de bonne guerre. Dans tous les conflits, il est de tradition d'accuser l'ennemi des pires méfaits (et de passer sous silence, bien sûr, ses propres méfaits).

Rien de surprenant non plus à ce que « L'Huma » et « Libération », et même « Franc Tireur », qui sont eux aussi pressés de voir la France capituler en Afrique, aient emboîté le pas à « L'Express » pour exploiter de leur mieux, contre la France, « l'affaire du gendarme ».

Ce qui est moins régulier, c'est l'indignation cafarde des journaux, assez rares il est vrai, qui demeurent encore attachés à la notion impériale. Pour ces journaux, également, le coup de fusil du gendarme est un « crime » (isolé, mais crime tout de même).

Et certes, ce coup de fusil serait un crime s'il avait été tiré sur un passant inoffensif, au Bois de Boulogne. Mais il n'a pas été tiré au Bois de Boulogne. Il a été tiré à Aïn Abib, où, la veille, les maquisards arabes avaient massacré avec une insurpassable férocité, des familles entières de Français. Dès lors, ce coup de feu est une riposte légitime, c'est un acte de guerre accompli dans la fièvre de la guerre et qui ne peut se juger qu'en fonction de l'état de guerre.

Voilà ce qu'eussent dû répondre à « L'Express » les journaux qui feignent encore de défendre les valeurs nationales.

Mais comment l'eussent-ils pu dans ce pays où, depuis dix ans, tous les personnages officiels s'acharnent à sauvegarder le mythe déshonorant de la légitimité maquisarde ? Un pays qui conserve une « rue du Colonel-Fabien » peut-il, sans mauvaise conscience, admettre que l'on abatte les colonels Fabien en gandoura qui assassinent et émasculent ses soldats ?

Tout le drame de la France est là. Les séquelles de l' « Appel du 18 juin » la vouent inéluctablement à choir toujours plus bas, de capitulation en capitulation, jusqu'au désastre final.

P. A. COUSTEAU.

---

Le gérant : M. Bardèche.

Impr. Martel, Givors. — Dépot légal : 1er trimestre 1956.

tous
ires
mé-

ibé-
ssés
is à
nce,

des
chés
oup
tout

tiré
pas
, la
sur-
ors,
erre
ager

aux

dix
der
ays
au-
bien

ppel
plus

.

956.